

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'EXHÉRÉDATION A TITRE DE PEINE

DANS

L'HISTOIRE DU DROIT FRANÇAIS

PAR

Vincent TAMON

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 11 Décembre 1907, à 2 heures 1/2

JURY :

Président : M. LEFEBVRE, professeur
Suffragants { MM. CHÉNON, professeur
GARÇON, professeur

PARIS (5°)

V. GIARD & E. BRIERE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1907

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'EXHÉRÉDATION A TITRE DE PEINE

DANS

L'HISTOIRE DU DROIT FRANÇAIS

PAR

Vincent TAMON

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 11 Décembre 1907, à 2 heures 1/2

JURY :

Président : M. LEFEBVRE, professeur

Suffragants { MM. CHÉNON, professeur
GARÇON, professeur



PARIS (5^e)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1907

MEIS ET AMICIS

INTRODUCTION

L'Exhérédation, nous dit Pothier, est un acte par lequel une personne exclut de sa succession, pour une juste raison, quelqu'un de ses enfants ou autres parents (1). Cette définition d'une institution aujourd'hui disparue de nos lois, du moins en principe, nous le verrons plus tard, correspondait bien à celle que le célèbre jurisconsulte avait sous les yeux. Le père de famille qui avait des motifs légitimes de se plaindre d'un de ses successeurs avait le droit de lui enlever ce que la coutume lui destinait.

A toute époque, la coutume d'abord, la loi ensuite se sont préoccupées de la transmission des biens d'un défunt ; elles les ont attribués tout naturellement à certains proches, auxquels, par suite des souvenirs de copropriété familiale primitive, de solidarité entre les membres d'une même

(1) Pothier, *Successions*, art. 4, § 1.

famille, ils étaient dûs en quelque sorte ; et pendant longtemps sans doute le *pater familias* ne songea pas à les en dépouiller. L'exhérédation se confondait avec l'exclusion de la famille.

Mais lorsque la notion de propriété individuelle absolue, pleine et entière, se fit jour, on ne manqua pas d'user de son droit de disposer pour priver les successibles de la part qui leur revenait. Le défunt pouvait, tout d'abord, avoir des raisons sérieuses d'exhérer certains parents coupables envers lui de fautes graves : c'est ainsi qu'apparut de bonne heure l'exhérédation à titre de peine, la seule qui fera l'objet de cette étude.

D'autres fois, au contraire, sans qu'il eût à se plaindre de ses héritiers, le défunt les écartait de sa succession pour en avantager certains, ou pour appeler des étrangers. L'exhérédation nous apparaît sous ce second aspect comme un moyen de régler l'hérédité dans un sens autre que celui établi par la loi : ce sera, par exemple, un motif politique qui fera exhérer les filles au Moyen Age, en les forçant à se contenter de leur dot pour avantager les mâles et surtout l'aîné. L'exhérédation cadre ainsi avec les besoins de l'époque, et aide à la formation d'habitudes qui se traduiront dans les coutumes rédigées elles-mêmes : exclusions légales des filles dotées, renonciations à succession future, etc.

Mais ce second rôle de l'exhérédation, nous le laisserons de côté pour prendre l'exhérédation à titre de peine que nous verrons brièvement à Rome, et que nous suivrons depuis les origines franques jusqu'à nos jours.

Ignorée des législations primitives, elle sera de plus en plus réglementée par la coutume soucieuse d'écarter l'arbitraire d'un testateur dont la colère a étouffé tout sentiment d'affection pour ses proches ; mais les abus et les procès sans nombre qu'elle provoquera la feront supprimer par les législateurs de l'époque révolutionnaire ; les rédacteurs du Code civil ne l'ont pas rétablie.

L'EXHÉRÉDATION

A TITRE DE PEINE DANS L'HISTOIRE DU DROIT FRANÇAIS

CHAPITRE PREMIER

L'EXHÉRÉDATION-PEINE A ROME

S'il n'est pas démontré, il est au moins fort probable que le *pater familias*, à Rome, n'a eu que pendant une période assez courte le droit absolu de disposer à son gré de son patrimoine, d'exhérer ses enfants sans motif plausible (1). Le droit si fort de puissance paternelle qui allait jusqu'au droit de vie et de mort à l'origine, n'allait cependant pas jusqu'à pouvoir priver arbitrairement les *sui* des biens dont ils étaient en quelque sorte copropriétaires (2).

L'exhérédation, d'ailleurs, n'était pas nécessaire au début, puisqu'il suffisait au père de faire

(1) Voir Chabrun, *Thèse*, Paris, 1906, « Essai sur la Querela ».

(2) Paul au D. 28, 2, 11.

sortir l'enfant de la famille pour le priver en même temps de sa succession. L'émancipation fut peut-être au début une peine (1) ; mais elle perdit vite son caractère pour devenir plutôt une faveur pour le fils.

Le père obtenait encore le même résultat en tuant le fils coupable, ou en le vendant à l'étranger ; mais ces mesures fort graves disparurent assez vite ; peut-être aussi le père ne pouvait-il les appliquer qu'avec l'assentiment du tribunal domestique (2).

Le testament ayant été connu de très bonne heure, on pourrait croire que le *pater familias* eut été tenté d'exhérer les *sui* en instituant un étranger. Mais il semble bien que cette institution n'était faite qu'à défaut de *sui*, ou lorsque les *sui* avaient démerité. La forme solennelle du testament *calatis comitiis* et le contrôle des pontifes, étaient, pour cette époque, une garantie suffisante contre toute exhérédation injuste. D'ailleurs, le testament était plutôt une *adoptio in hereditatem* permise seulement à ceux qui n'avaient pas de *sui*.

Mais peu à peu s'introduisit une nouvelle forme de testament, la *mancipatio familiæ*, qui, par une

(1) Girard, *Manuel*, p. 183; Lambert, *Fonction du droit civ. comparé*, p. 411.

(2) Cuq, *Institutions juridiques*, I, p. 156.

évolution plus ou moins longue, devint le testament *per æs et libram*. La rareté des comices calates (deux par an), l'affaiblissement des idées religieuses (transmission des *sacra*, contrôle des pontifes) aidèrent beaucoup cette transformation.

Il n'est pas étonnant alors que le *pater familias* dont les actes n'étaient plus contrôlés ne fut tenté d'exhérer les *sui* sans cause légitime, et cet abus ne manqua pas de se produire.

Mais avant d'en arriver à cette extrémité, les testateurs se contentaient de rendre leur vocation à peu près vaine en les grevant de legs qui absorbaient toute la succession. Cette pratique fut combattue par des lois célèbres, *Furia testamentaria*, *Voconia et Falcidia* (1). « Ne semble-t-il pas vraisemblable de penser que le législateur ait eu en vue plutôt la protection des *sui* institués que celle des *extranei*, et que ces mesures aient eu surtout pour but d'empêcher le *pater* qui n'osait pas encore exhérer des enfants non indignes, de leur soustraire indirectement les biens successoraux » (2).

Ne pouvant plus, par des moyens détournés,

(1) On sait que la première interdisait de léguer plus de 1000 as à la même personne, la 2^e interdisait aux femmes d'une certaine classe de recevoir par testament ; enfin la 3^e réservait à l'héritier le quart de la succession.

(2) Chabrun, *Thèse préc.*, p. 7.

écarter les *sui*, ne pouvant plus les tuer ou les vendre, le testateur n'avait plus qu'un moyen, les exhérer nommément. Les exhérations se multiplièrent alors, et leur fréquence fit oublier leur caractère primitif de sévérité.

Souvent, le père instituait un étranger, ne parlant même pas du sort qu'il réservait aux *sui* ; si ces *sui* ne lui étaient pas connus, comme il arrivait pour le cas des posthumes, on présumait à juste titre que s'il avait pu prévoir leur naissance ultérieure, il aurait lui-même anéanti son testament. Mais pour ceux qu'il devait nécessairement connaître, on exigea, sous peine de nullité complète du testament, qu'il fît connaître sa volonté d'une façon claire et précise en les instituant ou les exhérant expressément. La puissance paternelle perdait de jour en jour de sa rigueur, et l'exhération était une peine si anormale qu'il n'était pas possible de la présumer sur une simple prétérition (1). On exigea l'exhération nominative des mâles ; pour les filles, on se contentait d'une exhération *inter ceteros*. On fit même des formules permettant d'exhérer les posthumes. Cette nullité formelle, simple piège tendu au testateur, n'en laissait pas moins intact son droit absolu de disposer sans contrôle.

(1) Viatte, *Thèse*, Nancy, 1897, p. 94 et s.

Alors on alla plus loin, et la pratique fit découvrir un moyen d'annuler un testament valable, mais contraire à l'*officium pietatis*. On assimilait à un fou celui qui exhérédait sans cause les *sui*. *Hoc colore inofficioso testamento agitur, quasi non sanæ mentis fuerunt, ut testamentum ordinarent* (1). C'est vers la fin de la république que les centumvirs s'attribuant le droit de vérifier le bien fondé des exhérédations, introduisirent la *querela*. Ce n'est qu'à partir de ce moment que se dessine nettement l'idée d'exhérédation pénale.

Les causes d'exhérédation n'étaient d'ailleurs pas déterminées, c'était au juge de fixer si le plaignant avait réellement démérité (2).

C'était par exemple l'inconduite de la fille, des sentiments hostiles vis à vis du testateur, une profession honteuse, comme celle de gladiateur, etc.

Justinien fixa des causes légales d'exhérédation dans les nouvelles 115 et 22 que nous retrouverons en étudiant l'ancien droit français. Ce fut dès lors une véritable peine privée.

La *querela inofficiosi testamenti* n'était accordée qu'aux descendants, aux ascendants et aux frères et sœurs consanguins dépouillés au profit d'une *turpis persona*. Elle leur était refusée lorsqu'ils

(1) Marcien au D. 5, 2, 2.

(2) D. 5, 2, 3 et 5.

avaient reçu une partie suffisante de l'hérédité, la *debita portio, legitima*, fixée au quart par imitation de la Falcidie. Justinien en fit une action en complément de la légitime dont la quotité fut portée au tiers ou la moitié de la part *ab intestat*, suivant le nombre d'enfants (1). Le querelans institué pour la plus petite portion ne pouvait demander que sa légitime : le testament était valable pour le reste. La prétérition entraînait au contraire l'anéantissement du testament.

L'exhérédation testamentaire à titre de peine fut donc bien connue des Romains, et réglementée assez sévèrement. Il en fut de même de celle qu'on aurait pu tenter de faire par acte entre vifs ; les textes nous montrent une *querela inofficiosæ donationis* intentée *ad exemplum inofficiosi testamenti* (2). La constitution de dot inofficieuse fut également attaquée par une *querela* ; les conditions d'exercice de ces diverses actions étaient les mêmes que pour le testament ; leur développement fut parallèle. Enfin la donation *mortis causa* elle-même fut soumise à la Falcidie par un rescrit d'Alexandre Sévère.

Les textes nous parlent encore d'une autre exhérédation, qu'ils appellent exhérédation *bona mente*, origine directe de la *disposition officieuse* de

(1) Nouvelle 18, ch. 1.

(2) D. 34, 11, 87, 3° et 3, 29, 1.

notre ancien droit. Celui qui avait un fils impubère ou prodigue, ou faible d'esprit, le grevait de fidéicommis au profit de ses petits-enfants, ou bien instituait un étranger avec charge de leur rendre l'hérédité (1). C'était bien moins une peine qu'une mesure de protection pour le fils exhérédé qu'on protégeait contre sa propre faiblesse en l'empêchant de ruiner ses propres enfants.

Il ne nous reste plus, avant de quitter le droit romain, qu'à parler d'une théorie voisine de celle de l'exhérédation-peine : c'est l'indignité dont les premiers vestiges remontent à la fin de la république (2). On considéra à juste titre que l'héritier qui s'était rendu coupable de crimes très graves contre le défunt ou sa mémoire devait être privé par la loi de sa succession. Ainsi l'attentat à la vie du défunt, le refus de venger sa mort, de le tirer de captivité, la suppression de son testament, entraînaient l'indignité, ainsi que bien d'autres, énumérés au D. 34-9 (3), et dont la liste ne fut pas arrêtée d'une façon limitative, pas plus qu'elle ne le fut au début pour l'exhérédation. Notons en passant que l'exercice irréfléchi de la querela entraî-

(1) D. 28, 2, 18. « Multi non notæ causa exheredant filios, nec ut eis obsint, sed ut eis consulant, ut puta impuberibus, eisque fideicommissam hereditatem dant », et D. 38, 2, 12, etc.

(2) Amant, *Thèse*, 1901, « L'indignité en matière de succession ».

(3) D. 34, 9, lois 1, 2, 5, 6, 9, 10 et 11, et C. 2, 3, 30, etc.

nait l'indignité de celui qui l'intentait à tort, ce qui n'a rien d'étonnant si l'on considère son caractère injurieux contre la mémoire du défunt que l'on taxait de folie (1).

La succession enlevée à l'indigne, l'*ereptorium*, était attribuée peut-être aux *patres* institués avec l'indigne au temps des lois caducaires, sûrement au fisc à l'époque classique, enfin aux autres héritiers dans le dernier état du droit de Justilien (2).

(1) D. 5, 2, 8, 14°.

(2) Nouvelle 134, ch. XIII. Maynz, *Cours de droit romain*, t. III, p. 437 et s.

CHAPITRE II

L'EXHÉRÉDATION DU V^e AU XIII^e SIÈCLE

Le droit romain s'appliquait en Gaule au moment des invasions barbares, puisque tous ses habitants étaient citoyens romains ; ce n'était pas le droit de Justinien qui ne pouvait pénétrer dans l'empire d'Occident débordé de tous côtés par l'irruption des peuplades germaniques ; mais le droit des sentences de Paul, des Institutes de Gaius, des codes Grégorien et Hermogénien, et surtout du code Théodosien auquel les *leges romanae* des barbares ont fait de larges emprunts (1). Ce sont les règles romaines de la querela et de la prétérition que les Gallo-Romains et les gens d'église suivront encore pendant longtemps à titre de loi personnelle.

Mais remarquons que parmi tous les documents

(1) Viollet, *Histoire du droit civ. franc.*, p. 10 et s. ; Glasson, N. R. H., 1892.

qui nous restent de cette époque, il n'est question que de la règle formelle de l'institution et de l'exhérédation des *sui* : nous n'avons pas d'exemple d'exhérédation à titre de peine ; on institue pour héritier une église ou un monastère, en laissant aux parents une sorte de légitime qu'on appelle la Falcidie (1) ; mais ces notions ne sont déjà plus très nettes, et nous assistons à la « désagrégation du testament romain ».

Les Germains ont apporté en Gaule des usages et des conceptions bien différents. Le *pater familias* n'est pas investi chez eux de la toute-puissance qu'il avait à Rome. Chaque père n'avait même en sa *domus* et sur ses biens que des pouvoirs et des droits subordonnés à l'intérêt de la famille entière ; de là la notion que les biens fonds étaient considérés comme des choses dont nul n'avait la disposition absolument libre à l'encontre de sa parenté.

Ces idées si fortes de solidarité familiale attestées

(1) Pardessus, *Diplomata*, I, p. 198. Testament de Bertrand, évêque du Mans : « Tu sacrosancta ecclesia, una cum sancta ac venerabili basilica domni Petri et Pauli... heredes mihi estote... ceteri exheredes sint toti ». Et p. 370, Testament d'Abbo : « Heres mihi est tu, heredem meum te esse volo ac jubeo, ceteri ceteræ exheredis sint toti... De proprietatis nostræ portione loca dominata quem in pactionis nostre continetur et scripte in falcidia reputata dimisinum... » Voir encore Testament d'Erminthruide, Tardiff, Cartons des rois, n° 40, p. 34 ; Formule, 17, de Marculfe, éd. Zeumer, etc.

par tant d'institutions de l'époque (partage du wergeld, vengeance commune, etc.), firent écarter chez les Francs la possibilité d'éloigner les parents de la succession en les exhérédant.

D'ailleurs, le testament n'était pas connue chez eux ; les seuls testaments qui nous restent de cette époque sont des testaments de Gallo-Romains, ou de gens d'église soumis à la loi romaine ; et il est établi aujourd'hui que le testament ne revint d'un usage courant qu'assez tard, sous l'influence des idées religieuses du Moyen Age (1). La succession tout entière était alors indisponible.

La loi Ralique, la loi Gombette et la loi Ripuaire ne parlent pas, en effet, de l'exhérédation ; il n'en est fait mention dans aucun de leurs titres ; de ce silence joint à l'absence de tout exemple pratique, on ne peut que conclure l'impossibilité d'exhéréder. Devons-nous donc nous en étonner ? Ne voyons-nous pas les lois barbares régler minutieusement les successions, sans se préoccuper de la volonté du défunt. Si l'héritier mérite une peine, la loi elle-même la prononcera en le déclarant indigne.

On pourrait se demander peut-être si la sortie de la parentelle de la loi salique (2) qui, en dis-

(1) Auffroy, *Thèse*, Paris, 1899, « Evolution du testament en France des origines au XIII^e siècle ».

(2) Loi salique, tit. LXIII, 1 et 2.

pensant des charges et des devoirs de la parenté, enlevait en même temps tout droit héréditaire, pouvait être infligée par le père à titre de peine comme autrefois à Rome l'émancipation. « Nous croyons difficile de soutenir la possibilité d'une exclusion forcée en face des formalités de cette abdication consistant en faits et gestes purement volontaires, et en présence des termes de la loi salique : *si quis de parentilla se tollere voluerit* (3).

Si les lois des Barbares du Nord ne connaissent pas l'exhérédation, il n'en est pas de même des lois de ceux du sud de la Gaule et de l'Italie qui l'ont empruntée aux Romains.

Nous pouvons, en effet, voir dès cette époque les premiers germes de la division qui s'opérera plus tard entre les pays du Nord qui auront mieux conservé les coutumes de Germanie et ceux du Midi qui subiront plus profondément l'influence romaine. La civilisation romaine y était plus enracinée ; la similitude de climat, de productions du sol, les rapports fréquents avec l'Italie, le petit nombre des Goths disséminés dans de si vastes territoires, tout contribuait à faire oublier aux vainqueurs leurs coutumes propres pour adopter la loi plus savante des vaincus.

La loi des Wisigoths, dont la première rédaction

(1) Boissonade, *Histoire de la réserve héréditaire*, p. 190.

remonte à Euric, en 470, admet le testament; mais elle défend d'avantager les enfants de plus d'un dixième, ou de les dépouiller de plus d'un cinquième, même par donations faites aux Eglises (1). Voilà donc une réserve globale des quatre cinquièmes des biens pour les fils, les neveux et nièces. Pour des fautes très graves on peut les exhérer de cette portion qui leur est due; pour des fautes légères, il suffit de les corriger (2). L'exhérédation peut cesser par le repentir du coupable et le pardon de l'offensé.

Il est curieux de constater le motif qui fait proscrire par la loi wisigothe l'exhérédation sans cause des enfants; c'est un écho de la situation malheureuse faite au Bas Empire aux *curiales* sur qui pesaient si lourdement les impôts et les charges publiques; il ne faut pas, dit-elle, que les enfants soient privés de ressources au point de ne pouvoir suffire aux services publics qu'ils auraient faci-

(1) Lex Wisigothorum, Zeumer, IV, 5, 1.

(2) *Id.* « Nam si filius filiave, nepos, neptis tam presumptiosi extiterint ut avum suum aut aviam, sive patrem aut matrem sam gravibus injuriis conentur afficere, hoc est si aut alapa, pugno vel calce, seu lapide aut fuste vel flagello percutiant, sive per pedem vel per capillos, vel per manum etiam vel quocumque inhonesto casu abstraere contumeliose presumant, aut publice quodcumque crimen avo vel avicæ seu genitoribus suis obiciant; tales, si quidem manifeste convicti, et verberandi sunt ante judicem, et ab hereditate supradictorum, si idem avus vel avia, pater aut mater voluerint, repellendi ».

lement supportés avec la fortune paternelle (1). Mais quel que fût le motif qui en exigeât l'emploi le plus rare, l'exhérédation n'en subsistait pas moins comme mesure pénale.

La loi des Lombards, de beaucoup postérieure, ne permet l'exhérédation des enfants que pour causes graves limitativement énumérées (2).

Quant aux *leges romanæ*, lois personnelles des Gallo-Romains et de l'Eglise, elles ne sont que le résumé du droit de Théodose. L'exhérédation n'y est permise que pour des causes justes, laissées à l'appréciation du juge, et dont l'exhéredé peut démontrer la fausseté par la *querela inofficiosi* (3).

La loi romaine des Wisigoths, ou Bréviaire d'Alaric, mérite d'être mentionnée d'une façon spéciale, car elle eut une influence telle qu'elle

(1) *Lex Wisig.*, IV, 5, 1. « Plerique indiscrete viventes, sucasque facultates interdum vel causa luxuriæ vel cujusdam malæ voluntatis assensu in personas extraneas transferentes, ita inoffensos filios vel nepotes, aut non gravi culpa forsitan obnoxios, inanes relinquunt ut utilitatibus publicis nihil possint omnino prodesse, quos opportuerat cum virtute parentum injunctum sibi laborem inexcusabiliter expedire ».

(2) *Edict. Roth. Mon. Germ. Leges* IV, n° 168. « Nulli liceat sine certas culpas filium exhereditare, nec quod ei per legem debetur, alii thingare..... Justas autem culpas exhereditandi filium has esse dicimus : si filius contra animam aut sanguinem patris insidiatus aut consiliator fuerit, aut si patrem percusserit voluntarie, aut si cum matrinia sua, id est noverea, peccaverit, juste a patre exhereditetur ».

(3) *Papien, Mon. Germ. Leges* II, p. 623, tit. XLV.

finit par supplanter la loi barbare elle-même, surtout à la suite des conquêtes de Clovis qui chassa les Goths d'une grande partie de leurs possessions. Elle finit par devenir la loi générale de tout le Midi de la France, où elle subsista à travers le Moyen Age à titre de coutume : *lex et mos antiquus*, répètent toutes les chartes. Et même dans les pays du Nord, c'est au Bréviaire que l'on s'en rapportait lorsqu'il s'agissait d'appliquer la loi romaine. Composé de deux parties, les constitutions impériales, la *lex*, et les ouvrages des jurisconsultes, le *jus*, (surtout ceux de Gaius et de Paul), le Bréviaire fut commenté et résumé dans plusieurs ouvrages qui vous sont restés sous le nom d'*Epitome*, ouvrages d'école sans doute, composés probablement dans le Midi de la France : *Epitome Aegidii*, *Guelpherbytani*, *Monachi*, *S. Galli*, etc. (1).

Le Bréviaire d'Alaric répète l'exhérédation-peine du Code Théodosien et des Sentences de Paul ; les *Epitomes* ne font guère que traduire à peu de choses près ses décisions sur la *querela inofficiosi testamenti*, *inofficiosæ donationis vel dotis* (2).

(1) Jarriand, *Histoire de la Nouvelle 118*, Thèse, Paris, 1889, p. 99 et suivantes.

(2) *Lex Romana*. Wisig., éd. Hœnel, code Théod. livre II, tit. XIX, XX et XXI, et Paul, liv. IV, tit. V. Et concordance avec les *Epitomes* divers, p. 60 et 61, 402 et 403.

C'est ainsi que le testament se maintint toujours dans le Midi, et avec lui sans doute l'exhérédation-peine qui y était parfois insérée. Mais le testament ne resta pas ce qu'il était à Rome ; il perdit même à partir du ix^e siècle ce qui le caractérisait et en était l'élément essentiel : l'institution d'héritier (1). Avec elle disparut aussi la règle formelle de l'institution et de l'exhérédation des héritiers siens ; et la peine fondée sur une juste cause ne dut sans doute pas toujours recevoir l'application judiciaire qu'elle semblerait exiger. Mais les exemples nous manquent pour cette période obscure de notre histoire.

Il est certain que vers le temps de la Renaissance du droit romain (commencement du xii^e siècle), un grand nombre de coutumes locales existaient déjà au Midi qui dépassaient de beaucoup la tradition romaine quant au droit de disposer. Les actes reconnaissent faussement au père le droit de faire de ses biens l'usage qui lui conviendra, sans qu'il ait à se préoccuper de ses enfants ; ces tendances se traduisirent dans les coutumes qui furent rédigées aux xii^e et xiii^e siècles.

(1) Auffroy, *Thèse préc.* « Le testament subsiste à toute époque dans la vie méridionale, mais ce n'est plus au x^e siècle qu'un acte sans règle certaine, est pour ainsi dire une substance amorphe. La Renaissance du droit romain lui rendit la précision d'une organisation savante ».

Ainsi la coutume de Toulouse ne permettait pas au fils institué en *cinq sols* de réclamer rien au delà dans la succession de son père : c'était une exhérédation véritable dont l'habitude subsista longtemps (1). Il en était de même à Montpellier, Carcassonne, Alais (2), etc. Mais la plupart de ces coutumes particulières disparurent devant le droit de Justinien qui les ramena en quelque sorte à l'unité. Remarquons cependant que ces coutumes se rattachent bien moins à l'idée d'exhérédation véritablement pénale, qu'au besoin de modifier la succession dans un autre but, politique le plus souvent.

En sens inverse, les règles romaines ne pouvaient manquer de subir l'influence des idées féodales et coutumières (3). Le contact des Francs

(1) *Coutume de Toulouse*, édit. Tardiff, p. 58 : « Item est usus sive consuetudo Tholose quod si quis habeat filium ex uxore sua, et in ultima voluntate relinquat sibi usque ad quinque solidos, vel amplius... dicta filia vel filius non potest venire contra testamenta patris ratione sue legitime portionis, nec ipsum in aliquo oppugnare, nec habere egressum ad bona paterna nisi aliter a dicto patre relinqueretur eidem ».

(2) *Coutume de Montpellier*, art. 56, Giraud, I, 2^e partie, p. 65 : « Liberi debent parere voluntati parentum et suis legatis esse contenti ». *Coutume de Carcassonne*, eod. *Coutume d'Alais*, Laferrière, t. V, p. 222 : « Père et mère peuvent laisser à leurs enfants ce qu'ils veulent, et quel que soit le peu qu'ils leur laissent, les enfants ne peuvent s'en plaindre. Que ceux-ci se tiennent toujours pour satisfaits et ne puissent demander la falcidie ».

(3) Auffroy, p. 530, Jarriand, p. 303, *Thèses* préc.

devait faire apparaître le principe de prédominance masculine inconnu à Rome, mais cher aux barbares (exclusion des filles de la *terra aviatica*). Les nécessités du service féodal facilitèrent encore la formation de petites coutumes territoriales qui consacraient l'exclusion des filles dotées. La pratique du testament et de l'exhérédation aida cette tendance ; mais cette institution dévia de son application primitive, une peine pour l'enfant : c'est une application de ce deuxième aspect de l'exhérédation que nous avons signalé, un moyen de modifier l'hérédité dans le sens exigé par des besoins tout différents de l'idée de peine.

Ces influences féodales et nobiliaires furent si fortes qu'elles firent même en quelques endroits abandonner complètement la loi romaine : c'est ainsi qu'au Sud-Ouest on trouvera la distinction des propres et acquêts avec la réserve intangible des quatre quints, un préciput d'aînesse, etc., en un mot des coutumes en tout semblables à celles de la région parisienne ; elles résisteront même à la renaissance du droit romain, et seront rédigées comme celles du Nord pour subsister jusqu'à la révolution (coutumes de Bordeaux, Mont-de-Marsan, Dax, Saint-Sever, Bayonne, Sole, Labourt (1), etc.). Leur existence est même attestée

(1) Bourdot de Richebourg, *Coutumier général*, IV.

avant leur rédaction : ainsi une lettre du 6 janvier 1338 accorde aux habitants de la Réole le droit de tester qui n'existait pas dans leur coutume ; en 1463, une lettre du roi reconnaît qu'à Bordeaux la coutume oblige le testateur à laisser les $\frac{2}{3}$ des biens aux héritiers, sans exhérédation possible (1).

Mais ces coutumes n'étaient que l'exception ; à part quelques rares tâches, la loi romaine devint après la Renaissance l'unique loi de tout le Midi ; les coutumes disparurent devant elle ; elles avaient d'ailleurs toutes un fond de droit romain qui s'était modifié peu à peu avec le temps pour devenir coutume territoriale. Les lois de la région parisienne que Simon de Montfort donna aux Albigeois ne purent s'acclimater dans un milieu qui n'était pas le leur, et firent place au droit romain.

Comme exemple concret de ces influences diverses qui modifiaient le droit de disposer au temps de la Renaissance romaine, on peut citer le testament de Guillaume VII de Montpellier, de 1172 ; tout y est prévu : legs pieux, transmission de la seigneurie à l'aîné, legs aux filles de leur dot, leur exhérédation totale

(1) Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, IV, p. 446, X, p. 465.

si elles se marient contre la volonté de leur oncle (1).

L'exhérédation fut donc toujours connue dans le Midi ; il n'en est pas de même dans les pays du Nord, nous l'avons déjà vu. Cependant, un document du ix^e siècle, un capitulaire de Louis le Pieux semble, à première vue, nous démontrer le contraire (2). Il s'agit d'un affranchi de Charlemagne qui demande au roi d'assurer l'accomplissement de ses dernières volontés, et de transmettre ses biens à ses enfants, à moins que *filios suos percujuslibet perfidiam exheredaret*. Mais le même document nous apprend aussi que les affranchis n'ont d'autre successeur que le fisc ; c'est une grâce particulière qui est sollicitée du roi ; il faut donc se garder de conclure de là à une pratique générale.

Exhérédation indirecte. — Nous venons de voir que le père, du moins dans les pays du Nord, ne pouvait porter encore contre son fils une sentence d'exhérédation. Mais ne pouvait-il pas arriver d'une manière indirecte au même résultat, en transmettant son patrimoine à des étrangers par des actes entre vifs ?

La loi Ripuaire prend soin de nous dire que

(1) Testament de Guillaume VII de Montpellier, *Histoire du Languedoc*, t. VIII, preuves, n^o 14, et Auffroy, prés. Appendice.

(2) Zeumer, formule, 38, p. 315.

l'affatomie, sorte d'*adoptio in hereditatem*, n'était permise qu'à ceux qui n'avaient pas d'enfants (1) ; et les exemples qui nous en restent nous font supposer qu'il s'agissait tout au moins des enfants mâles (2).

Le *thinx* lombard, analogue à *l'affatomie*, pouvait servir à exhérer le fils (nous avons déjà vu que la loi lombarde admet l'exhérédation, mais il faut, comme pour l'exhérédation directe, l'expression d'une juste cause : *Nulli liceat sine certas cutpas filium exhereditare, nec quod ei debetur per legem alii thingare*).

La donation entre vifs, à la différence du testament, était largement employée chez les Germains, et l'exhérédation, impossible d'une façon directe, pouvait être suppléée par la donation que le *pater mécontent* faisait de tous ses biens.

Il semble bien que, au début, aucune limite ne restreignait le pouvoir de disposer entre vifs ; le père, comme on le dira plus tard encore, ne pouvait être retenu que par l'idée de se dépouiller immédiatement de tous ses biens et d'en faire la tradition irrévocable. L'irrévocabilité était même déjà à cette époque la seule barrière protégeant la

(1) Loi Ripuaire, tit. L : « Si quis procreationem filiorum vel filiarum non habuerit... »

(2) Grégoire de Tours, édit. Collon, t. II, ch. XII, p. 32 ; et formules, Morculfe, I, 12, Zeumer, 50.

famille contre un dépouillement irréfléchi du donateur. Le droit de la famille qui faisait prohiber les dispositions testamentaires, eût dû, semble-t-il, faire écarter de même les donations. C'était sans doute un reste des coutumes primitives ; le chef, content de ses fidèles, leur faisait des cadeaux ; c'était un moyen très sûr de se les attacher. *Gaudent muneribus*, nous disait déjà Tacite. Après la conquête des Gaules, cet usage se maintint, Grégoire de Tours en donne de fréquents exemples. Les concessions de terre à charge de fidélité furent même la cause la plus déterminante de l'établissement du régime féodal. Le roi, le comte, concédaient de vastes domaines à ceux qu'ils voulaient récompenser ; ces derniers à leur tour distribuaient les terres à d'autres vassaux en leur imposant le service de guerre. Mais ces concessions perdirent vite le caractère de libéralité qu'elles avaient au début : elles devinrent une source d'importants revenus pour les seigneurs qui imposaient de lourdes redevances ; en même temps les tenures devinrent héréditaires ; les enfants avaient un droit sur le fief paternel qui ne pouvait être divisé ou rétrocédé à un sous-vassal sans l'assentiment du suzerain. Il devint alors difficile d'exhérer ses enfants de cette manière ; mais cependant c'était possible.

Le principe de la donation étant admis, il en fut

fait de bonne heure une très large application pour un cas tout particulier, les libéralités pieuses ; à une époque si religieuse, il n'est pas étonnant que cette pratique se soit largement développée ; un bon chrétien ne pouvait quitter ce monde sans réparer ses torts, et racheter ses fautes par l'aumône dont l'Evangile avait fait un devoir. C'est la donation entre vifs qui devait servir à cet usage, puisque le testament était inconnu. Nos nombreux cartulaires ne contiennent guère que des donations : *pro remedio animæ* (1).

Ces donations souvent devinrent excessives au point de dépouiller complètement les héritiers. Il n'était pas rare à cette époque troublée de voir les enfants refuser d'accepter les dispositions du père et reprendre par la force les biens donnés. Elles attirèrent même l'attention des rois, et les conciles furent obligés d'intervenir pour réprimer les abus (2). Nous trouvons à ce sujet plusieurs docu-

(1) Cartulaire de Cluny, n° 2856 : « Sicut aqua extinguit ignem, ita elemosyna extinguit peccata », — n° 3644 : « Propter timorem gehenne ignis ». — Et partout : « Date elemosynam et ecce omnia munda sunt vobis ». Vers la fin du x^e siècle, peur de la fin du monde, « Mundi termino appropinquante », etc.

(2) Boretius, Capitulaire I, 163-10. « Inquirendum etiam si ille seculum dimissum habeat, qui cotidie possessiones suas augere quolibet modo, quolibet arte non cessat, suadendo de celestis regni beatitudine, comminando de æterno supplicio inferni, et sub nomine dei aut cujuslibet sancti, tam divitem quam pauperem, qui simpliciores natura sunt et minus docti atque cauti in-

ments qui nous parlent d'enfants *exheredati* par leur père : ils sont dépouillés par des dons trop larges, et il n'y a là aucune idée de peine, de punition contre eux. Ces exhérédations indirectes étaient plutôt la conséquence d'un esprit religieux poussé à l'extrême, quelquefois aussi des sollicitations des intéressés qui y trouvaient une large source de revenus.

Pour assurer l'exécution de sa volonté, on prit l'habitude d'insérer dans toute donation de cette sorte une clause pénale, la *stipulatio subnixa* qui finit par devenir de style :

« Si moi ou quelqu'un de mes héritiers, à Dieu ne plaise, voulait attaquer cette donation, qu'il encoure les peines de l'Eglise et qu'il paie X... sous d'amende (1). » Parfois même l'héritier mécontent perdait tout droit à la succession du dona-

veniuntur, sic rebus suis expoliant et legitimos heredes eorum exheredant ». — De même, pages 496 et 421 — Concil. Cabilon. Leges IV, p. 275 : « Animarum etenim salutem inquirere sacerdotes, non lucra terrena debent... Ecclesia sancta fideles spoliare non debet ».

(1) Pardessus, *Diplomata*, p. 141. Testament d'Aredius et Pélagie : « Si quis autem contra hoc testamentum nostrum venire voluerit, aut aliud quam quod deliberatione nostra ista geritur, ire tentaverit, et hic et in æternum per virtutes sancti et beati domni Martini sit excommunicatus et anathematizatus, et veniat illa ei maledictio quam psalmus continet in Judam Scariotis centesimus octavus. » Autre exemple curieux, *Histoire du Languedoc*, t. V, n° 89.

teur, s'il ne respectait pas la *stipulatio* : Ici seulement apparaît l'idée de peine.

Mais la crainte de l'excommunication et des peines de toutes sortes que le donateur fulminait contre les contrevenants n'empêchait pas toujours les intéressés de se faire justice eux-mêmes en reprenant de force les biens donnés ; ce qui n'a rien d'étonnant si l'on considère les mœurs de l'époque, et le souvenir encore vivace de l'ancienne vengeance privée seule applicable à une époque où l'on ne peut compter que sur soi-même et où le pouvoir central n'est pas assez fort pour maintenir l'ordre.

Ce mouvement hostile aux donations prises se manifesta par une pratique nouvelle qui s'introduisit vers le x^e siècle, celle de faire participer les héritiers eux-mêmes à l'acte, d'obtenir leur signature, leur approbation, la *laudatio*. Le consentement des héritiers était considéré comme tellement nécessaire en certaines régions, qu'il subsista plus tard ; on en trouve encore des traces dans les coutumes rédigées : Boulenois, art. 92, Artois, art. 76, Amiens, art. 58. Mais d'une manière générale, l'usage en disparut, en même temps que s'introduisit la donation testamentaire, le legs pieux.

Nous n'avons parlé jusqu'ici, en effet, que de la donation pure et simple, la *traditio a die presente*,

la plus généralement employée au début ; on vit des gens faire tradition de tous leurs biens à condition que l'Eglise ou le monastère leur fournit tous les ans de quoi ne pas mourir de faim.

Mais tout le monde ne poussait pas la générosité aussi loin.

On connaissait également la *donatio post obitum*, et la donation avec réserve d'usufruit (1), qui avaient l'avantage de ne pas dépouiller le disposant de son vivant. Il arrivait aussi que le disposant instituait le monastère pour son héritier dans un acte de donation qui ne devait avoir effet qu'après la mort, mais par lequel il s'interdisait de revenir sur sa détermination soit par révocation, soit par donations à d'autres personnes : On reconnaît dans cet acte l'origine de l'institution contractuelle, ou tout au moins son application, si, comme on le prétend, il faut remonter beaucoup plus haut pour en retrouver les premières traces (*adoptio in hereditatem*, *affatomie*, etc.) (2).

Mais tous ces actes avaient un inconvénient : l'irrévocabilité. A l'époque des croisades, les seigneurs ne voulaient pas affronter les périls de la

(1) « Ex de donatio post obitum » : Tardiff, *Carlons des rois*, n° 78, p. 61, Donation de Fulrad, abbé de Saint-Denis, de tous ses biens à l'abbaye de Saint-Denis, en 777.

(2) Voir Maury, *Histoire de l'Institution Contractuelle*, Thèse, Caen, 1902.

guerre et de la traversée sans assurer leurs volontés ; de plus, ils voulaient se réserver la possibilité de reprendre leurs biens pour le cas où ils auraient le bonheur d'en échapper : ils firent alors des donations révocables, des donations *mortis causa* (1).

De là à admettre le testament et le legs, il n'y avait qu'un pas. A partir du ^{xiii}^e siècle, nous voyons disparaître à peu près complètement la donation pieuse qui est remplacée par le legs pieux. Mais la défaveur qui l'atteignait déjà ne fait que s'accroître : on ne pourra plus trouver de legs excessif, car, dès son admission, le testament et la donation *mortis causa* toute voisine furent soumis à la réserve des quatre quints des propres qui commençait à apparaître. Le legs était plus à craindre que la donation, car on est bien plus tenté de dépouiller ses héritiers que de se dépouiller soi-même. Mais, néanmoins, quoique réduits aux meubles et au quint des propres, les legs pieux n'en continuèrent pas moins à avoir une application constante ; le testament devint même obligatoire pour obtenir des funérailles religieuses et n'avoir pas ses meubles confisqués. Intestat était synonyme d'*inconfès* (2).

(1) Donation *mortis causa* : Cartulaire de Cluny, V, n° 3755, p. 488.

(2) Viollet, *Etablissements de Saint-Louis*, liv. I, ch. xciii, t. II,

Les legs pieux eux-mêmes diminuèrent d'importance et finirent presque par disparaître dans la suite.

Il n'était plus du moins possible d'exhérer ses enfants par ce moyen, puisque la réserve des quatre quints leur assurait la plus grande part de la succession, étant donnée la minime importance des meubles à cette époque.

Quant à la donation simple qui n'avait aucun but de piété, elle restait toujours valable comme par le passé, et rien, semble-t-il, n'y apportait encore de limite à l'époque de la renaissance du droit romain : le père pouvait donner tous ses biens à des étrangers (exception faite des biens nobles) à la condition de se dépouiller irrévocablement.

Disons, avant d'aller plus loin, que les donations pieuses furent connues dans le Midi (*Cortulaires de Saint-Victor de Marseille, Histoire du Languedoc*, etc.). Mais elles eurent une bien moindre importance que dans le Nord. D'ailleurs, l'exhérédation pénale y subsistait avec le testament et la donation *mortis causa*. La donation ordinaire devait respecter la légitime des enfants (sauf dans les en-

p. 151, et Glasson, *Histoire du droit*, t. VII, p. 540. Cf. de Laurière sur art. 297 de la *Coutume de Paris*, et renvoi aux *Etablissements de Saint-Louis*.

droits où la faculté de disposer avait été très largement augmentée comme nous l'avons vu).

Bien que le testament fût revenu en usage, le legs universel n'existait pas encore : le legs de tout le disponible, puisque les quatre quints étaient déjà réservés au lignage, ne pouvait que conférer une créance contre l'héritier naturel ; le légataire n'était pas investi des droits et prérogatives de l'héritier véritable : saisine, etc. ; il ne le fut même jamais dans notre ancien droit. *Deus solus heredes facit, non homo*, disait Glanville, le coutumier anglo-normand de la fin du XII^e siècle. C'était la conséquence de l'ancienne proscription du testament et de son admission pour un but tout particulier : les legs pieux, l'affirmation la plus éclatante du droit de la famille.

Le père pouvait-il du moins arriver à une exhéredation partielle en créant des inégalités entre ses enfants ? Ce n'était guère possible au temps des lois barbares. La loi Ripuaire défend le préciput supérieur à 12 sous (1) ; la loi Salique n'en dit rien. La loi des Wisigoths, plus romaine, admet un disponible d'un tiers par préciput (2). Quant à la loi Burgonde, elle ne le connaît pas, et répète en

(1) Loi Ripuaire, tit. LIX, 9 : « Filiis autem aut filiabus super XII solidos uni plus quam alteri nihil condonare vel conscribere permittimus ».

(2) Lex Wisigoth., l. IV, tit. V, 1.

plusieurs passages la nécessité d'un partage égal *œquo jure divideret* (1). Elle fournit même un exemple de donation frauduleuse qui fut déclarée nulle. « Un titre de la loi, *de his qui debitas filiis substantiæ suæ portiones non tradiderunt*, annule les donations faites au mépris de la loi par un certain Attila, et envoie ses fils en possession de tous ses biens et déclare nulles pour l'avenir les donations faites par les parents pour frauder les enfants de leur quote part » (2).

Mais il semble bien qu'on se départit vite de cette égalité presque absolue; les formules nous montrent la possibilité du préciput, telle la formule 11 du livre 2, de Marculfe, *donatio extrapartem*; de la formule 10 du même livre, on peut induire aussi la possibilité du préciput: les petits-fils sont appelés à la succession de leur grand-père (rappel par représentation de la mère prédécédée); ils imputeront sur leur part ce que la mère avait reçu de son vivant; c'est donc qu'ils auraient pu le garder (3). Ces inégalités ne pouvaient plus tard être créées que par donations entre vifs,

(1) Lex Burgund., tit. LI, 1.

(2) Bernard, *Histoire de l'autorité paternelle*, p. 67. « Si quis ita facultatem suam per illicitos scripturarum titulos ad alias transtulit personas, ut nihil exinde ad filium voluerit pertinere, ex lege jussimus non valere. »

(3) Albert, *La liberté de tester*, p. 290, Thèse, Caen, 1895.

puisque le testament n'était pas usité ; rien n'empêchait le père de donner à tel de ses enfants ce qu'il voulait, et nous avons vu que les donations n'étaient restreintes par aucune limite. Enfin, avec le régime féodal s'introduisit un véritable préciput coutumier, le droit d'aînesse qui réduisait les puînés à une part bien minime ; exhérédation tacite nécessitée par le service féodal. Mais cette institution, si profondément ancrée dans les mœurs, survécut à sa cause, créant ainsi entre frères des inégalités révoltantes qui subsistèrent jusqu'à la Révolution et qu'on ne pouvait justifier que par de mauvaises raisons : maintien des grandes familles, splendeur du nom.

Le préciput pouvait apparaître dans le partage que le père faisait de ses biens entre ses enfants. La loi Burgonde connaît déjà quelque chose d'analogue au partage d'ascendants. Le père, dit-elle, a l'habitude de partager sa fortune entre ses enfants, en se réservant une part pour lui-même : et à ce propos, elle exige une égalité absolue. Mais cette égalité cessait devant les nécessités politiques : nous en avons des exemples considérables dans les partages que firent les rois (Charlemagne, Louis le Débonnaire). Mais le partage d'ascendants, donation irrévocable, semble n'avoir pas eu une bien grande importance dans le Nord.

Au Midi, au contraire, la liberté de tester devait favoriser le testament partage ; c'est à lui qu'on avait recours pour établir entre les enfants les inégalités résultant de l'état politique et social de l'époque : c'est par lui qu'on créait le droit d'aînesse contraire aux idées romaines (Testament de Guillaume VII de Montpellier : Que ma seigneurie soit toujours *sub potestate unius domini*).

C'est par lui également que s'introduisit au Midi l'habitude d'exclure les filles dotées de la succession. Cette pratique favorisée par la tendance à augmenter le disponible et à permettre l'exhérédation arbitraire des enfants, a, nos anciens auteurs le reconnaissent, une corrélation étroite avec l'exhérédation. Mais ce n'est plus là l'idée de peine : c'est le besoin de modifier la loi successorale dans le sens exigé par les idées féodales et aristocratiques de l'époque, le maintien entre les mains des mâles de la richesse qui seule assurait la puissance.

Par leur mariage, les filles auraient fait passer les biens de leurs familles dans celle où elles entraient. D'où la nécessité de les réduire à une part minime. Le père leur donnait la dot la moins grande qu'il pouvait : du moment qu'on leur procurait un mariage convenable, avec un égal, elles n'avaient rien à dire. Dans son testament, le

père se contentait de leur léguer cette maigre dot : véritable exhérédation déguisée, inégalité considérable dont on peut se rendre compte en comparant ce qui revenait aux fils et surtout à l'aîné, et le peu que l'on laissait aux filles.

Ces exclusions expresses étaient si fréquentes qu'elles finirent par passer dans les coutumes, et n'eurent plus besoin des lors d'être déclarées. M. Jarriand constate que c'est le point commun de presque toutes les nombreuses coutumes locales du Midi au temps de la Renaissance romaine. Mais il constate aussi que cette pratique défavorable aux filles disparut à peu près partout devant la novelle 118 reconnue dès lors comme loi successorale. Les Romains ne faisaient à ce point de vue aucune différence entre les mâles et les filles ; l'affection du défunt devait être égale entre tous les enfants ; l'exhérédation pénale était la seule arme dont il disposait pour les maintenir dans le devoir et créer des inégalités rendues nécessaires par des fautes graves, bien déterminées. Cette défaveur des filles ne peut s'expliquer que par leur exclusion des fiefs dont elles ne pouvaient assurer le service, peut-être aussi par la préférence des lois barbares pour les mâles qui seuls recueillaient la *terra salica*.

L'exclusion des filles de la succession féodale avait cependant subi bien des atteintes. « D'une

part, la succession germaine de l'alleu admettait la fille à défaut de mâles ; de l'autre, le christianisme et le droit romain avaient fait admettre son concours avec eux... Leur conquête dans l'égalité et la tendresse paternelle fut entravée au moment où elle paraissait devoir s'accomplir par l'esprit aristocratique et nobiliaire qui se substitua à l'esprit militaire, et organisa pour la conservation des grandes fortunes, les sévérités du droit antique et des privilèges nouveaux (1). »

Ces exclusions légales ne pouvaient manquer d'avoir quelque écho en pays coutumier où les tendances nobiliaires étaient les mêmes, et en particulier dans les coutumes voisines des pays de droit écrit. Nous en retrouverons encore des exemples plus tard dans quelques coutumes rédigées du centre ; mais ce ne fut jamais une règle générale dans les pays du Nord (2).

Indignité. — Si les Germains ne pratiquaient pas l'exhérédation, ils connaissaient du moins l'indignité ; la loi portait elle-même contre le fils coupable la peine que le père n'avait pas le pouvoir de prononcer.

C'est d'ailleurs une idée bien naturelle que

(1) Bernard, *Histoire de l'autorité paternelle*, p. 98.

(2) Exemples d'exclusions légales au Midi, *Coutume de Montpellier*, Giraud, t. I, 2^e p., p. 51, *Coutume de Carcassonne*, eod. loc. *Statuts de Salon*, t. II, p. 248.

d'exclure de la succession paternelle le fils qui pousse l'ingratitude au delà de toutes bornes, et l'on conçoit que l'indignité puisse exister sans l'exhérédation et sans le testament ; le devoir envers la famille ne saurait exiger, par exemple, qu'on laisse ses biens à son assassin.

A la vérité, les lois des Francs et des Burgondes ne mentionnent pas l'indignité ; mais les capitulaires de nos rois nous en parlent à plusieurs reprises (1) ; et les historiens nous en ont laissé des exemples concrets (2). De plus, les lois des peuplades germaniques voisines de la Gaule l'admettent d'une façon expresse (3). Enfin elle existe dans les pays du Sud, chez les Wisigoths et les Lombards (4).

(1) Boretius, Capit. II, 18. « Quicumque propter cupiditatem rerum patrem aut matrem aut fratrem aut sororem, vel nepotem vel alium propinquum suum interfecerit, hereditas interfecti ad alios legitimos heredes perveniat ; interfectoris vero hereditas in fiscum redigatur. » De même Capit. I, 143, « et Constitutiones et actu publica », II, 245.

(2) Gesta Dagoberti, Bouquet, t. III, p. 131. En 634, les quatre fils de Sadragisilus, duc d'Aquitaine, ayant négligé de venger sa mort, furent déclarés indignes, dépouillés des biens paternels dont Dagobert fit donation à l'abbaye de Saint-Denis :

« Secundum leges romanas quæ sanciunt a paterna eos decidere hereditate debere qui noluerunt interfecti necem vindicare, omnibus paternis expoliati sunt bonis. »

(3) Lex Alaman., tit XXXV, « de filio ducis qui contra patrem surrexerit ». — Lex Raïo, tit. II et ch. xx, termes identiques. Loi des Frisons, tit. XIX.

(4) Lex Wisigoth., VI, 5, n° 14, 17, 21 ; VII, 5, n° 2, etc. —

En général, il n'y est question que du meurtre du défunt, du refus de venger sa mort ; celui qui prend les armes contre son père est également écarté de sa succession.

Le coupable voyait même ses propres biens confisqués, peine qui avait l'inconvénient de retomber indirectement sur les enfants de l'indigne, innocents cependant du crime de leur père.

De l'indignité et de la confiscation nous pouvons rapprocher, à l'époque féodale, la perte du fief par félonie, ou *commise*. Le vassal coupable de fautes graves envers son suzerain se voyait retirer son fief avec tous ses avantages. Les cas de commise étaient à peu près les mêmes que ceux d'indignité et ceux qui seront plus tard des causes d'exhérédation. Les obligations entre suzerain et vassal étaient d'ailleurs réciproques, car en échange des services nombreux qui lui étaient imposés, le vassal était en droit d'attendre de son seigneur justice et protection. Des deux côtés s'imposaient le respect de la foi jurée, la nécessité de s'abstenir de tout attentat contre leur personne, leurs biens ou leur honneur. Le vassal encourait la perte du fief qui faisait retour au fief dominant ; le seigneur, au contraire, était puni par la perte de « sa mou-

vance et féodalité » et des revenus importants qu'il en retirait.

Mais cette peine féodale n'a qu'un rapport trop éloigné avec l'exhérédation pénale pour que nous insistions davantage. Abordons tout de suite la période suivante.

CHAPITRE III

L'EXHÉRÉDATION DU XIII^e AU XVI^e SIÈCLE

Nous avons vu l'exhérédation se maintenir par tradition au Midi pendant la période franque et féodale : la coutume a fini même par dépasser le droit romain. Les pays du Nord, au contraire, se sont refusés à l'admettre ; les Gallo-Romains eux-mêmes ont disparu et ont abandonné leur loi personnelle : la personnalité des lois a fait place à la territorialité des coutumes. « Les races Gallo-Romaines et Barbares se sont fondues en un seul peuple ; mais l'unité de l'Etat franc a été brisée et le sol réparti en une multitude de petites souverainetés territoriales, dont chacune observe un ensemble de règles juridiques identique pour tous les habitants de son ressort, différent des châtellenies voisines, et résultant du mélange des traditions antérieures qui évoluent sans cesse sous l'action de la pratique et de la juridiction locales.

C'est à ce moment que reviennent en honneur les études de droit romain, et que les compilations de Justinien se répandent en Occident ».

Sans doute le souvenir du droit romain n'avait jamais complètement disparu à travers le Moyen Age (1) ; l'Eglise même se réclamait du droit romain qu'elle adaptait aux besoins nouveaux ; mais il avait disparu au point de vue scientifique et doctrinal. Irnérius et sa célèbre école de Bologne surent rendre à l'étude du droit la faveur qu'elle avait perdu pendant de longs siècles. Mais les glossateurs n'étudiaient plus les ouvrages des célèbres jurisconsultes de l'époque classique : c'étaient les compilations de Justinien, le droit romain dans sa dernière forme, qui faisaient l'objet de leurs leçons. — Le mouvement, parti d'Italie, se répandit vite en France. A la fin du ^{xn}^e siècle on enseignait le droit romain à Montpellier, à Orléans, à Paris. — Son influence fut telle que la plupart des coutumes locales du Midi disparurent, sauf dans le Sud-Ouest ; et dans le Nord il parvint à faire admettre certaines de ses décisions qui venaient combler les lacunes des institutions coutumières : c'est ainsi que l'exhérédation pénale s'introduisit au Nord, mais ce ne fut pas sans éprouver de résistance.

(1) Jarriaud, *Thèse* pré. et Fitting, trad. Leseur, *Les commencements de l'Ecole de Bologne*, 1888.

Une fois les legs pieux admis, le besoin tout féodal de maintenir la puissance des familles en leur conservant leurs richesses devait empêcher que ces legs ne s'exécutent sur le patrimoine des ancêtres dont le titulaire n'était en quelque sorte que dépositaire. Aussi permet-on tout d'abord de dépouiller ses héritiers des biens que l'on avait acquis par son propre travail, et des meubles, d'importance minime à cette époque. Ce n'est qu'à défaut de meubles et d'acquets que l'on pouvait toucher aux propres, et encore pour une faible part qui se fixa assez communément à un cinquième.

Exhérer un fils coupable, c'était alors lui enlever les meubles et conquets et le quint de l'héritage; et encore, sous l'influence des lois romaines, quelque chose d'analogue à la légitime commençait à se faire jour sous le nom de *soutenance*; on devait, dans tous les cas, laisser aux enfants de quoi se suffire, de quoi ne pas mourir de faim, même sur les meubles et acquets.

Mais on ne tardera pas à admettre que cette légitime due aux enfants pourra leur être enlevée

(1) Brocher, *Légitime et réserves*, p. 241 : « Il était dans la nature des choses que les réserves ne satisfissent que très imparfaitement aux obligations morales dérivant de la famille, parce que les entraves qu'elles apportaient à la propriété n'atteignaient généralement qu'un genre d'actes et une catégorie de biens ».

par le moyen de l'exhérédation : la réserve des quatre quints restait encore inattaquable ; le patrimoine familial est indisponible ; le droit de l'individu y est limité par les expectatives de la famille.

Enfin la réserve elle-même finira par fléchir devant l'exhérédation pénale dont le principe, une fois admis, ne pouvait manquer d'entraîner toutes ses conséquences logiques (1). La légitime, en effet, était supérieure à la réserve, puisqu'elle protégeait contre toutes libéralités, donations aussi bien que testament, et qu'elle s'appliquait à tous les biens ; de plus, les enfants sont plus dignes d'intérêt que des ascendants ou des collatéraux. Enfin, l'exhérédation romaine ne laissait rien à l'exhéréhé, et son exemple devait être suivi. C'est là qu'en était arrivée depuis longtemps déjà l'exhérédation coutumière à l'époque de la rédaction officielle des coutumes.

On peut constater déjà l'influence des règles romaines dans un document d'origine française, qui, sans nous montrer le droit appliqué en France, présente avec lui de grandes analogies. Ce sont les *Assises de Jérusalem*, rédigées au xii^e pour le royaume fondé par les Croisés en Palestine. Les *Assises de la Court aux Bourgeois*

(1) E. Lambert, *L'Exhérédation*, p. 206 et s.

mentionnent expressément les causes d'exhérédation de la novelle 115 et de la novelle 22. (1). Les *Assises de la Haute-Cour* semblent en un passage faire allusion à l'exhérédation ; en réalité, il s'agit de cas de félonie.

Mais le droit romain ne s'appliquait pas encore si ouvertement en pays coutumiers. Glanville (2), qui admet déjà qu'on peut disposer des meubles et conquets, ne permet pas qu'on touche à l'*hereditas* pour quelque motif que ce soit.

Vers le milieu du XIII^e siècle, Pierre de Fontaines, dans son *Conseil à un ami*, permet à celui qui n'a pas d'enfants de disposer de ses meubles et conquets et du quint de son héritage. Il dit aussi que la fille qui *vit laidement et contre honestée* peut être deshéritée ; mais il a soin d'ajouter que, de par la coutume, cela n'est possible que pour *chateus et conqueuz*, mais non pour *éritages* (3).

(1) Beugnot, *Historiens des Croisades*, lois, t. II, p. 169 : « Ci orrès la raison porquantes choses puet descrire le père ou la mère ses enfans de tous leurs biens, par droit, et par raison, et par l'assise de Jérusalem, et par la loi meysme ».

(2) Glanville, « *Tractatus de legibus anglia* », ch. VII, « *De hereditate vero nihil in ultima voluntate disponere potest, ut prædictum est* ».

(3) De Fontaines, *Conseil à un ami*, éd. Marnier, XXXIII, p. 400 : « Si tu viels metre ta fille hors de ton éritage por ce qu'elle vit laidement et vilènement et contre honestée, se tu es esmeuz à ceste haine par sa déserte, non par autre eschauffement, tu auras

A peu près vers la même époque, le livre de *Jostice et Plet* nous indique qu'à Orléans on ne peut disposer que des meubles et acquets et du quint des propres, même si on n'a pas d'enfants (1). Il semble bien que l'exhérédation ne puisse enlever rien au delà de ce disponible.

Le témoignage le plus précieux est certainement celui de Beaumanoir. Le célèbre jurisconsulte qui écrivait en 1283 ses *Coutumes de Beauvoisis*, connaît déjà plusieurs causes d'exhérédation à titre de peine, lorsque l'héritier a *mesfet* contre le défunt (2) : *Car se je voi ma fille ou ma mère ou cèle qui doit être mes hoirs mener si deshoneste vie que ce soit escandres à lui et à son lignage, j'ai bone raison de li oster de mon testament. Et li escandres si est de péchié de cors escandelisé ou de mariage desavenant fet par eles contre ma volenté, ou de si fole largece que l'on voie que ce qui vient en leur main est perdu; et male chose serait qu'il me convenist lessier en mon testament à ma fille ou à ma mère, ou à autre qui serait mariée à mon anemi. Et plus loin : Si je fus*

congié à fère ta volenté en ton derrain jugement. Voirs est par nostre usage tant come monte à chatel et à conquez, mès procheineté et partie d'éritage ne li puet-il tolir par ceste acchoison ».

(1) *Jostice et Plet*, Rapetti, XII, p. 224 : « Home ou feme peut doner en testament le quint de son éritage et toz ses muebles, et toz ses conquez et plus non, ait enfanz, ou n'ait enfanz. »

(2) Beaumanoir, éd. Salmon, n° 382, p. 181.

aucune fois pauvre, et il (mes hoirs) était riche et les requis qu'ils m'aidassent et ils me faillirent, ou s'ils mistrent la main à moi par mantalent ; de tous ces cas les puis-je oster de mon testament.

Il est donc des cas où l'héritier coupable peut être exhérédé : vie déshonnête, mariage désaveuant, refus d'assistance, mauvais traitements, etc., voilà qui ressemble fort à l'exhérédation romaine ; mais il n'en est rien, car Beaumanoir ajoute : *Et si je les vueil oster de mon testament je doi dire en mon testament : je ne vueil pas que teus ou tèle qui est mes hoirs prengne rien en mes meubles, en mes conquez, ne ou quint de mon éritage, car il m'a mesfet en tèle manière que je crois mieux fère le pourfi de m'ame à autre personne qu'à lui ; mes voirs est que des quatre quintes de mon éritage ne puis-je pas oster à mes hoirs ce que droit et coutume done, pour nul des cas dessus dis.*

Quel sera donc l'effet de l'exhérédation ? Enlever les meubles, les acquets et le quint des propres ; mais les quatre quintes qui restent sont totalement indisponibles entre les mains du testateur. Et encore, faut-il qu'avec les quatre quintes des propres l'héritier exhérédé ait assez pour sa *sostenance*. Cette sorte de légitime n'a pas encore de quotité déterminée ; elle est laissée à l'appréciation du juge, comme le sont aussi les causes

susceptibles d'entraîner l'exhérédation (1). Enfin la cause de l'exhérédation doit être, comme en droit romain, exprimée dans le testament même.

L'exhérédation ne peut donc encore faire céder la réserve : le droit de la famille est trop fort ; le père, dont le pouvoir est plutôt une protection pour les siens, ne peut pas porter contre eux une sentence qui les rende totalement étrangers à sa succession.

Ces paroles bien claires de Beaumanoir, certains auteurs se refusent à les prendre à la lettre, et n'y voient qu'un refus systématique de sa part d'accepter le droit romain qui aurait déjà prévalu en cette matière (2). Il semble difficile de pouvoir

(1) Beaumanoir, XII, n° 383. « Noz ne nous acordons pas que tex testament soit tenus ançois doit estre retret du testament tant que li hoirs puissent resnablement vivre et avoir lor soutenance selonc leur estat ».

Desfontaines, XXXIV, 10. « Et ce que l'en dit que li pères puet fere sa volenté de ses conquez et de ses muebles, c'est voirs quant il n'a nul enfant, et s'il les a, ils sont si porveu par le père ou pourchassié par ils meismes qu'ils ont bien de quoi avoir lor soutenances ».

(2) Glasson, *Histoire du droit et des Institutions de la France*, t. VII, p. 560.

« Il pouvait encore arriver qu'un parent fut privé de sa légitime et même de sa réserve coutumière alors cependant qu'il n'avait absolument rien reçu du défunt ; c'est ce qui se produisait en cas d'exhérédation. C'était là une institution manifestement empruntée au droit romain. Beaumanoir, suivant sa coutume, se garde bien

se rallier à cette opinion, en présence de termes si explicites, et de la solution concordante donnée par Pierre de Fontaines.

Quoi qu'il en soit, les paroles de Beaumanoir prouveraient toujours la résistance que le droit romain éprouvait à s'introduire dans la pratique, et si elles avaient été admises immédiatement dans quelques rares coutumes, elles étaient loin de l'être partout.

Il est certain que un siècle après Beaumanoir on suivait pour l'exhérédation les règles du droit romain ; vers la fin du xiv^e siècle, Bouteillier, dans sa *Somme Rurale*, nous donne une traduction presque littérale des textes du Digeste et de la Novelle 115. Il semble bien, dès lors, que l'exhéredé soit privé de sa réserve et de sa légitime dont la notion achève de se préciser, et sera admise partout en pays coutumiers lors de la

de le dire, et il se croit par ce silence plus facilement autorisé à modifier les règles du droit romain lorsqu'elles ne lui conviennent pas. Ainsi le droit romain avait fixé le nombre des causes d'exhérédation, et il avait voulu que chacune d'elles fût un motif d'exclusion complète de la succession ; mais ce système ne convenant pas à Beaumanoir, il en indique un autre : les causes d'exhérédation sont abandonnées à la volonté du testateur... L'héritier ainsi écarté gardera toujours son droit à la réserve des $\frac{4}{5}$ des propres... Cette doctrine de Beaumanoir n'a pourtant pas été acceptée, et, en général, on a admis le système de l'exhérédation tel qu'il était réglé par le droit romain. »

rédaction, ou tout au moins de la réformation des coutumes (1).

Quant à l'exhérédation *bona mente*, inconnue en pays coutumiers jusqu'à la Renaissance du droit romain, elle éprouva la même peine à s'introduire que l'exhérédation pénale ordinaire, ainsi qu'en atteste un passage même de Beaumanoir (2) : le grand-père ne peut pas laisser sa fortune directement à ses petits-fils, en passant par-dessus son fils : tout au plus peut-il leur donner de son vivant ses meubles et conquets : il ne peut même pas

(1) Bouteillier, *Somme rurale* (Charondas de Caron), tit. CIII, p. 1036.

« Il y a une loy qu'on appelle des testaments contre pitié ; c'est quand le père et la mère deshéritent leurs enfans sans cause. Et dit la loy escrite, que si le père deshérite son enfant sans que l'enfant l'ait desservi vers li père, ne qu'il l'ait courroucé moult durement, si comme d'avoir attouché à lui par violence, ou d'avoir traicté à sa mort ou à son deshonneur, touchant infamie, ou de trahison pourchassié contre luy ; saches que le fils a cause de venir contre ledict testament par lequel il est ainsi deshérité, et il est à recevoir, et si tost qu'il s'en traict à la loy, et il appert qu'il est droict hoir, il doit estre mis en possession verbalement ».

(2) Beaumanoir, n° 1975. « Nous avons veu aucuns qui avoient enfans liquel enfant avoient enfans, si voulait li taions ou la taie trespasser ses enfans et donneras enfans de ses enfans ; mes ce ne puet estre fet ne pas devis, ne par testament selonc nostre coutume ; car mes peres, se je ne li mesfet, ne me puet pas trespasser pour donner à mes enfans après son décès ; mais tant comme il vit puet-il bien marier mes enfans de son mueble, s'i li plet, ou de ses acquets ».

disposer en leur faveur du quint des propres, comme il pourrait le faire pour un étranger : pour cela, il faudrait qu'il eût une cause d'exhérédation pénale : si le fils avait *mesfet*.

En pays de droit écrit, que deviennent après la renaissance du droit romain les règles de l'exhérédation ? Le droit de Justinien, loin de les faire disparaître, vint leur donner une précision qu'elles n'avaient jamais eue jusqu'alors. Tout d'abord, il fit disparaître la plupart de ces coutumes locales qui exagéraient le droit de disposition, et permettaient une exhérédation à peu près arbitraire des enfants. Ces derniers doivent avoir leur légitime, non plus la quarte Falcidie, mais la légitime de la novelle 118, le tiers ou la moitié des biens, suivant le nombre des enfants. Cette légitime, accordée également aux ascendants, aux frères et sœurs dépouillés au profit d'une *turpis persona*, peut leur être enlevée par le moyen de l'exhérédation, mais seulement pour des causes graves qui ne sont plus laissées à l'arbitraire du juge, mais qui sont les causes légales de la Novelle 115, adaptées aux besoins de l'époque.

Nous pouvons constater déjà ces règles dans deux ouvrages, le *Brachylogus* et les *Exceptiones Petri*, antérieurs à la Renaissance romaine en France, premiers résumés scientifiques des com-

pilations de Justinien (1). Et l'on peut voir aux *Olim* un arrêt du parlement de Paris où il est question d'une exhérédation *certis causis* en pays de droit écrit : il s'agit d'un testament par lequel Hugues de Lusignan, comte de la Marche et d'Angoulême, instituait son cousin Geoffroy et exhéredait son frère *certis causis* (2).

En plus de l'existence d'une juste cause d'exhérédation, le droit romain imposait encore au père la nécessité d'instituer son fils ou de l'exhérer d'une façon expresse : la *préterition* entraînait en effet la nullité complète du testament et de tout ce qu'il contenait, legs, affranchissements, etc. Au contraire, le fils institué pour la plus faible part, ne fut-ce qu'*en cinq sols*, n'avait jamais le droit que de réclamer le complément de sa légitime : pour tout le reste, le testament restait intact.

Possibilité d'exhérer pour une juste cause, nécessité d'instituer ou d'exhérer, telles furent les deux règles qui furent acceptées au Midi, où

(1) Brachylogus, éd. Böcking, II, 23. *Exceptiones Petri* (Savigny, t. IV, p. 303), I, 18 : « Ad auferendam liberis hereditatem parentum quattuor necessaria sunt, hæc scilicet : ut liberi nominatim exheredentur, si non omnes exheredare volent ; vel generaliter si volunt parentes liberos suos omnes exheredare ; et culpa propter quam exheredentur, dicatur ; et alius instituitur, et causa exheredationis de eo qui instituitur heres vera probatur. Si aliquid istorum deficiat, nullum est quod liberis parentum hereditatem auferat ».

(2) *Olim*, Beugnot, t. III, 2^e partie, p. 135.

elles subsistèrent à peu près intactes jusqu'à la Révolution.

Exhérédation indirecte. — Nous avons vu, à l'époque précédente, que la donation pouvait servir à exhérer indirectement, pour cette raison bien simple qu'aucune limite ne lui était assignée.

Mais nous allons pouvoir constater une réaction contre cette liberté excessive, grâce au droit romain qui interdisait les donations inofficieuses comme les testaments inofficiels. Cet exemple, favorisé d'ailleurs par l'idée de devoir envers la famille, et de conservation des biens, ne pouvait manquer d'être suivi ; en rendant possible l'exhérédation directe pour fautes graves, inconnue jusque-là, on rendra plus difficile l'exhérédation indirecte, en soumettant les donations à la légitime.

Un mouvement s'était bien formé en quelques pays, pour assimiler la donation au testament, la soumettre à la réserve qui, nous le savons, ne pouvait pas au début céder devant l'exhérédation ; cette tendance réussit même à passer dans quelques coutumes, qui, lors de leur rédaction, subsisteront intactes : telles, celles de Montfort, d'Anjou, de Normandie, etc.

Mais il n'y avait là que des tentatives isolées, et la tendance générale, malgré les différences de

détails variant avec la multitude des coutumes, différence de biens nobles et roturiers, de propres et d'acquets, était, semble-t-il, la liberté complète des donations. Le *Grand coutumier de France*, de Jacques d'Ableiges, décide expressément que le père en sa santé peut tout donner ou vendre.

« Ces mots, dit Bernard, nous rappellent à une triste réalité : si les coutumes avaient préservé les enfants contre les testaments injustes, elles ne les avaient pas protégés contre les donations entre vifs ; on comptait sur l'égoïsme de l'homme qui l'empêche de se dépouiller de son vivant ; un père aurait donc pu exhéréder indirectement le fils qu'il voulait frapper ; quelques coutumes, Tours, Reims, Bretagne, Blois, limitaient cependant ce droit. »

Sur la matière des donations, les coutumiers nous donnent fort peu de détails, tandis qu'ils insistent beaucoup sur le testament et la réserve des quatre quints qui en limite l'étendue d'application. Il résulte bien de ce silence qu'aucune limite n'était encore imposée à la donation. Beaumanoir ne nous signale qu'un cas dans lequel la donation n'est pas absolument libre ; il s'agit des grandes baronnies qui ne peuvent pas être morcelées : le baron ne peut pas donner au delà du quint de son fief ; et, encore, faut-il l'assentiment du seigneur : *Ne pourquant, selonc nostre coutume, tuit li don*

qui sont fet entre vives persones, por cause de bonne foi sont à tenir, sauf le droit de son seigneur de qui li éritage sunt tenu; mais on peut bien savoir que cil ne sont pas donné por cause de bonne foi, qui sunt donné contre Dieu et contre coustume du païs, ou pour ses hoirs desheriter par haine, se il n'a, en la haine, remable coze (1).

Mais s'inspirant de la légitime romaine, Beaumanoir impose au père le devoir de laisser à ses fils leur *soutenance*. Les enfants auront le droit d'attaquer une donation qui ne leur laisserait pas de quoi vivre; ce que l'exhérédation directe ne peut faire, la donation ne peut pas le faire non plus. Mais remarquons que, dès Beaumanoir, cette légitime n'est accordée qu'aux descendants : il reste donc toujours possible d'exhérer par donation les ascendants et les collatéraux qui, au contraire, sont protégés contre le testament par la réserve; et cette solution sera celle de tout notre ancien droit : la légitime ne protégera jamais que les descendants, à la différence du droit écrit.

Cette notion de la légitime se précisait de jour en jour, à l'étude des lois romaines; simple portion alimentaire, laissée au début à l'appréciation du juge, elle finit par devenir une quotité de la succession; plusieurs coutumes, lors de leur pre-

(1) Beaumanoir, chap. LXX, n° 1971.

mière rédaction, se contentaient de renvoyer au droit romain (Orléans, arts. 216, 217); celle de Paris n'en parlait pas; mais, la jurisprudence aidant, on inséra lors de sa réformation des dispositions formelles sur la légitime que l'on fixa d'une manière uniforme au taux le plus favorable, la moitié de la part *ab intestat* dans tous les cas (art. 298 et 307).

Mais si l'exemple du droit romain faisait admettre la légitime, il laissait admettre également que l'exhéréhé y perdait tout droit : Jusque-là, en effet, cette peine n'était pas suffisante, puisque l'exhéréhé, quels que fussent ses torts, ne pouvait jamais être complètement écarté de la succession. Faisant céder cette protection si favorable des enfants, l'exhéréhé ne put tarder alors d'enlever aussi la réserve des quatre quints. A partir de ce moment les règles de l'exhéréhé directe et de l'exhéréhé indirecte par donation à des étrangers furent les mêmes : l'acte de donation devait contenir la mention expresse de l'exhéréhé, et d'une juste cause dont la preuve incombait au donataire. A défaut de ces formalités, la légitime devait rester sauve, la donation excessive était réduite à la limite du disponible à l'imitation des donations romaines inofficieuses.

Toutes ces difficultés et ces hésitations n'eurent jamais lieu en pays de droit écrit, où l'on suivait

les règles de Justinien sur les donations inofficieuses.

Signalons en passant une institution propre à certains pays coutumiers (la région parisienne notamment) qui protégeait les enfants en une certaine mesure contre les dispositions du père, et leur servait en quelque sorte de légitime, ce qui peut expliquer que la légitime dite *de droit* ait eu quelque peine à être admise dans ces pays : c'est le *douaire des enfants*.

On sait que la femme avait sur les biens du mari un certain droit d'usufruit, le douaire, sorte de gain de survie qui assurait son sort après la mort du mari, et compensait en quelque sorte la défaveur dont les femmes étaient l'objet, puisque certaines coutumes excluaient les filles dotées de la succession de leur père et que ce dernier ne leur donnait qu'une dot minime. Cette part des biens du mari, les enfants la recueillaient après la mort de leur mère ; du vivant des deux époux, elle était indisponible, même par dispositions à titre onéreux ; le bien vendu était toujours redevable du douaire. Mais cette institution singulière n'était qu'exceptionnelle, elle n'était pas admise partout ; de plus, elle ne protégeait que contre le père ; c'est là son infériorité sur la légitime qui, elle, devint règle de droit commun coutumier.

La donation, à cause de mort, pouvait-elle ser-

vir à exhérer ? Nous avons vu déjà, à la fin de l'époque précédente, un mouvement se produire en faveur de son admission, et l'exemple du droit romain où elles étaient largement appliquées, devait, après la Renaissance, pousser les auteurs à en reconnaître la légitimité. Bouteillier et De Mares la mentionnent d'une façon expresse. Mais on peut dire qu'aussitôt admise, elle fut l'objet des attaques les plus vives qui détermineront même plus tard sa suppression. L'idée de révocabilité, caractéristique de la donation *mortis causa*, répugnait en effet à nos coutumes : on n'y voyait qu'une arme contre la famille que l'on était tenté de dépouiller trop facilement puisqu'on savait d'avance qu'on pourrait revenir sur ce qui était fait, et reporter ainsi la perfection de l'acte au moment de sa mort. Sa ressemblance avec le testament était telle qu'on chercha par tous moyens à leur imposer les mêmes règles, en les englobant dans la même défaveur. C'est ainsi qu'on la soumit à la réserve des quatre quints qui ne s'étendait pas, en général, aux donations ordinaires ; elle dut aussi respecter la légitime, ce qui dès lors exclut toute possibilité d'exhérédation arbitraire par ce moyen.

Si la donation *mortis causa* et le testament étaient vus de mauvais œil, il n'en était pas de même de l'institution d'héritier par acte entre vifs, qui va devenir l'*institution contractuelle*. Nous

avons déjà signalé les donations pieuses faites sous forme d'institution d'un monastère pour son héritier. Les libéralités *pro remedio animæ* disparurent à peu près ; mais l'habitude de faire des conventions successorales par actes entre vifs fut conservée (1), nous en avons des exemples anciens.

Mais elle finit très vite par se cantonner dans un seul acte entre vifs, le contrat de mariage (2). La renaissance du droit romain qui prohibait les pactes sur succession future eut dû faire disparaître l'institution contractuelle. Mais la faveur du mariage était telle, l'importance du contrat de mariage, véritable charte composée avec soin par deux familles, si considérable, que l'institution coutumière fut plus forte que le droit romain et acquit au contraire dans tout notre ancien droit une faveur qui ne faiblit jamais. *Masuer*, dans sa *Practica Forensis*, nous indique deux manières d'instituer contractuellement (3) ; l'une, admise partout, le contrat de mariage ; l'autre, spéciale à

(1) Des Fontaines, ch. xv, n° 7. « La convenance que tu dis qui fu fête entre 2 frères qui n'avaient nul enfant que liquez que morust devant ses héritages revenist à l'autre, ne puet rien nuire al ainsné en franc fié, ne as autres enfans en vilenage ; car en ce cas a li ainsné le franc fié, et li vilenages est partissables, ne on ne fet nul oir qui communent de son héritage par nostre usage ».

(2) Premiers vestiges : *Histoire du Languedoc*, II, n° 342 ; *Olim*, éd. Beugnot, I, p. 531. Cf. Maury, *Thèse* préc. p. 76.

(3) *Masuer Practica Forensis*, tit. XXVIII, n° 9.

l'Auvergne, le contrat de société universelle. Cette « donation irrévocable de succession » pouvait-elle être faite par un père, au profit d'un étranger, pour punir son fils coupable ? Rien ne s'y opposait, en principe, car dès le début, l'institution contractuelle ne fut pas soumise à la réserve des quatre quints. Il faut reconnaître que le plus souvent elle s'appliquait en faveur des descendants ou d'autres héritiers présomptifs ; mais, malgré cela, sa forme de donation entre vifs irrévocable devait la préserver toujours de la réserve qui n'atteignait pas les donations. Il n'en fut pas de même de la légitime qui, en raison de la protection toute favorable qu'elle procurait aux enfants, s'appliqua à toutes sortes de libéralités, institution contractuelle comme donations. Il n'en subsistait pas moins la possibilité d'exhérer par ce moyen tous ceux qui n'avaient pas droit à la légitime : les ascendants et les collatéraux. Leur titre d'héritier n'était pas suffisant pour leur assurer ce que seules auraient pu leur donner la réserve ou la légitime.

Quant à l'institution d'héritier par testament, la règle traditionnelle, *Institution d'héritier n'a de lien*, qui ne fit que se fortifier pendant notre période, empêcha toujours les testateurs d'exhérer arbitrairement leurs héritiers ; l'institution ne valait jamais que comme legs universel, c'est-à-dire

legs du disponible, meubles et acquets et quint des propres. On était donc obligé d'avoir recours à l'exhérédation directe qui était soumise à certaines garanties contre l'arbitraire.

L'exhérédation partielle elle-même ne pouvait avoir lieu par la préférence que le père pouvait ressentir pour l'un de ses enfants : le préciput, en général, était interdit. Ce fut une règle constante en pays coutumier que le père ne pouvait établir des inégalités entre ses enfants, réserve faite naturellement du droit d'aînesse et de la convention qui était fréquemment adjointe au contrat de mariage de l'aîné, la *déclaration d'aîné et principal héritier*. En cette matière, le droit romain ne fut pas suivi, et la règle des *Assises de Jérusalem*, admettant la liberté du préciput, ne put pas s'acclimater en France (1). Nos anciens coutumiers nous montrent au contraire qu'on ne pouvait, par donation ou testament, trop avantager un de ses enfants au détriment des autres. C'est la solution de Beaumanoir (2), de Des Fon-

(1) *Assises de Jérusalem*, « Assises de la Court des Bourgeois, » ch. cxciv : « Saches que s'il advient que uns hons ou une femme vient à mort et il fait sa devise ou laisse, ou done dou sien dreit, ou seit heritage ou chose mueble à ses enfans, et done à l'un plus qu'à l'autre, bien le puet faire, car tout dreit estre ferme et estable par dreit, tout euci come le père ou la mère l'aura commandé ou ordené. »

(2) Beaumanoir, ch. xii : « Cascuns gentixhoms ou hons de

taines (1), des *Etablissements de saint Louis* (2). Une distinction bien nette s'établira entre les legs et donations ; pour le legs précipitaire, on ne pourra le garder qu'en renonçant à sa part dans la succession : Nul ne peut être aumônier et parcenier, constate déjà Bouteillier. Pour les donations, on les soumettra dans le droit parisien qui deviendra le droit commun à la formalité du rapport, mais entre descendants seulement. Les coutumes étaient fort divisées sur la question ; 3 systèmes s'établirent : quelques rares coutumes, dites *de préciput*, admettaient sa possibilité (Nivernais, etc.) ; à l'opposé, les coutumes d'*égalité parfaite*, interdisaient

poeste qui n'est pas sers, puet, par nostre coutume lessier en son testament ses muebles, ses conquès et le quint de son héritage⁴ là où il li plest, exceptés ses enfanz as quix il ne pot plus laisser à l'un qu'à l'autre ».

Et au chap. LXX. « Mes après sa mort se li dons fut si outragens que li autre en demeurent deshérités, li dons n'est pas à souffrir, car il n'est pas resons entre oeus qui sont frère et seurs que li uns ait tout, et li autres nient ».

(1) Des Fontaines, ch. xxxiv, n° 10. « Donc, je vueil que tu saches que je entend ensi que li pères peut fère sa volonté de ses conqueuz entre ses enfanz et doner en plus à l'un que à l'autre : si que li plus qu'il done à l'un n'amenuist pas trop li don à l'autre. »

(2) *Etablissements de Saint-Louis*, éd. Viollet, t. II, chap. x, p. 20 : « Gentis hom ne puet doner à ses enfans à ces qui sont puisné que li tiers de son heritage ; mais il puet bien doner ses achoiz et conquestes auquel que il voudra de ses enfanz ».

tout avantage (Maine, Anjou, Touraine); la majorité se bornait à imposer l'égalité entre descendants venant à la succession, mais permettait à l'enfant de garder son don en renonçant: c'étaient les coutumes d'*égalité simple ou d'option*. Tels furent les trois systèmes qui persistèrent jusqu'à la Révolution; remarquons la possibilité de donations préciputaire en collatérale; d'où exhérédation partielle possible également en collatérale.

Le partage d'ascendants devait lui aussi conserver l'égalité entre les enfants, puisqu'on ne le considérait que comme l'exécution anticipée de la succession. Au Midi où il se faisait par testament, et dans quelques coutumes voisines (coutumes de préciput) cette égalité n'était pas nécessaire, et l'on suivait en cela le droit romain.

Le droit romain fit disparaître au Midi la plupart des petites coutumes locales qui consacraient l'exclusion des filles dotées; mais dans les coutumes du Nord où la règle s'était introduite, elle subsista malgré lui (1), et nous en trouverons encore des

(1) Très ancienne *Coutume de Bourgogne*, fin du XIII^e ou commencement du XIV^e siècle, art. 13: Giraud, t. II, p. 271: Filles mariées de père et de mère et pour mariage deuis ne viennent point à succession de père ne de mère, ne de collatéraux avec les masles ou les hoirs des masles, se il ne leur fut réservé en elles, mariant que elles y peussent venir par rappourtant ce qu'elles en auront pourté ».

Cf. Décision 236 de Jean Des Mares. Bouteillier, *Somme rurale*, liv. I, tit. LXXV: partage des filles, avec rapport de leur dot.

traces assez nombreuses dans les coutumes rédigées. Mais ce ne fut pas le droit commun qui, au contraire, rejeta ces exhérédations tacites. La fille partageait avec ses frères, sauf rapport de sa dot, à moins qu'elle n'eut renoncé d'avance à la succession.

C'est en effet après la renaissance du droit romain que se développe la pratique des renonciations à succession future, qui ont le même lien que l'exclusion des filles avec l'exhérédation dont elles sont une application détournée, favorisée par la nécessité de conserver les biens dans les familles. Mais c'est une exhérédation déviée de sa destination primitive, un châ'timent pour le fils coupable.

Ces renonciations ne furent pas empruntées au droit romain qui interdisait tout pacte sur succession futures. Les lois barbares ne connaissaient rien de semblable non plus. On ne peut leur donner comme origine que le besoin féodal et nobiliaire de laisser la fortune aux mâles et de modifier en conséquence l'ordre normal des successions. Le droit canonique intervint ici pour valider ces dispositions contraires au droit civil, et le serment exigé de la fille fut le moyen employé pour justifier les sanctions canoniques, ainsi que le prouve une décrétale de Boniface VIII (1).

(1) *Corpus juris Canonici*, Sextus, I, 18 de pactis, c. 2.

Mais nous ne nous attarderons pas sur ces matières qui mériteraient d'être le sujet d'études spéciales, à elles seules, et qui n'ont qu'une attache très secondaire avec le point que nous nous sommes assignés : l'exhérédation pénale.

Nous ne ferons qu'indiquer que ces renoncations subsistèrent pendant tout l'ancien droit, et que, trop souvent, les pères en faisaient une condition de leur consentement au mariage de leurs enfants.

A ces idées se rattache également l'exclusion des personnes qui entraient en religion. En dehors de celles qui étaient dotées (beaucoup d'ordres religieux étaient fermés aux pauvres, ainsi que le constate plaisamment La Bruyère, « Beaucoup n'étaient pas assez riches pour faire vœu de pauvreté ») toutes celles qui entraient en religion étaient frappées de mort civile et incapables de recevoir par succession. Il n'était pas rare, malheureusement, de voir ces exhérédations imposées en quelque sorte par les parents aux cadets et aux filles pour mieux assurer la richesse de l'aîné, seul à soutenir la splendeur du nom.

En résumé, si l'on empruntait l'exhérédation au droit romain, on y imposait de sages limites que la jurisprudence des siècles suivants devait encore élargir ; à cela rien d'étonnant si l'on considère que l'exhérédation était inconnue des Germains,

et que les traditions persistantes s'étaient opposées avec force à son admission ; l'exhérédation indirecte, seule possible au Moyen¹Age, trouvait dans la légitime un obstacle difficile à vaincre, éminemment protecteur des droits de la famille.

Indignité. — L'indignité, déjà connue, subsista dans les pays du Nord et dans ceux de droit écrit ; le droit romain ne fit que préciser et élargir peut-être ses cas d'application. Au Midi, les causes d'indignité sont dès le début celles mêmes du droit romain (1) ; en pays de coutume on ne les admit que peu à peu, pour en arriver, au xvi^e siècle, aux causes même de Justinien. Ainsi, est indigne, comme au Moyen Age celui qui attente à la vie d'un proche, ou qui refuse de venger sa mort (2).

Nous trouvons également une cause d'indignité spéciale à la fille noble qui se conduit mal, origine d'une cause expresse d'exhérédation que connaîtront plus tard certaines coutumes (3).

(1) *Exceptiones Petri*, II, ch. XL.

(2) Bouteillier, tit. LXXVIII, p. 778 : « Item s'il advenoit que aucun fust occis ou meurdry à receles, saches que par le droit escrit, sa succession ne doit pas venir à l'hoir de luy demeuré, s'ainsy n'est que celui hoir face grande et pleine diligence à loi de seavoir qui ce meurdre ou homicide a faict, et que loy s'en face si avant que trouver on le pourra. Ou autrement, il semblerait que l'hoir eut esté consentant de la mort. Cf. Masuer, *Practica Forensis*, p. 180.

(3) Glanville, *Tractatus de leg. Angl.* VII, 12. « In custodiis constitutæ heredes, si de corporibus suis forisfecerint, et hoc

Mais l'hérédité enlevée à l'indigne ne va pas à l'héritier du degré subséquent, comme dans le dernier état du droit de Justinien ; elle est attribuée au seigneur haut justicier, comme dans le droit romain classique elle était attribuée au fisc.

Une cause spéciale d'indignité concernait les fiefs : la féodalité militaire achevait bien de disparaître à notre époque, mais elle avait fait place à une féodalité fiscale et nobiliaire qui tirait sa puissance de l'ancien état des choses. Il y avait 2 cas de *commise* du fief, la *félonie* et le *désaveu* du seigneur ; le seigneur à son tour perdait sa mouvance pour des cas à peu près semblable ; nous ne pouvons que renvoyer à ce que nous avons déjà dit à ce sujet au chapitre précédent (1).

probatum fuerit, illæ quæ deliquerunt exheredabuntur. *Etablissements de Saint-Louis*, Viollet, II, liv. I, chap. XII, « Gentilfame, quand elle a eu enfans, ains qu'elle soit mariée, ou se fait dépuceler, elle perd son heritage par droict, quand elle en est prouvée. Cf. *Coutume d'Anjou*, art. 251, *Maine*, art. 26.

(1) *Etablissements de Saint-Louis*, Viollet, II, liv. I, chap. L, et chap. LIV :

« Item qui fait esquousse à son seignor, si pert ses muebles ; ou se il met main à son certain aloé par mal respit, ou se il li escout autresi ; ou se il desmant son seignor par mal respit ; ou se il a mise fause mesure en sa terre, ou se il va défuiant son seignor par mal respit ; ou se il a peschié en ses estanz, au dessù de lui ; ou se il a amblé ses conins en ses garennes ; ou se il gist o sa fame, ou o sa fille par coi elle soit pucèle, il em pert son fié, por quoi il en soit provez ».

Et chapitres LV, LXXXVI, etc. — Cf. *Assises de la Haute Cour*, ch. CXCII-CXCV.

Nous arrivons ainsi à la rédaction des coutumes et au droit commun coutumier, époque où la théorie de l'exhérédation reçoit son plein et entier développement, pour finir, par ses abus mêmes, par disparaître pendant la révolution.

CHAPITRE IV

L'EXHÉRÉDATION-PEINE DANS LES COUTUMES RÉDIGÉES ET LE DROIT COMMUN COUTUMIER

C'est après la rédaction officielle des coutumes que finit de s'introduire en pays coutumiers la théorie romaine de l'exhérédation. Le besoin de fixer la coutume d'une façon précise amena le pouvoir central, lorsqu'il eut réduit à l'impuissance les restes de la féodalité politique, à ordonner la codification de ces usages, pour couper court à des procès longs et coûteux, et pour échapper à l'incertitude inhérente à tout droit coutumier. L'ordonnance de Montils-les-Tours, de 1453, fut le point de départ de ces rédactions qui se poursuivirent pendant le siècle suivant. La hâte que l'on mit en certains endroits à ces travaux, les travaux de doctrine qui ne manquèrent pas de se produire immédiatement, firent bien vite éprouver le besoin d'améliorer ce qu'ils contenaient de défec-

tueux ; la réformation des coutumes suivit de très près leur rédaction. C'est la comparaison des diverses coutumes qui fit passer en droit commun l'exhérédation qui n'était admise qu'en quelques endroits ; c'est alors aussi que la légitime vient renforcer la protection des enfants contre les dispositions à titre gratuit de leur père ; sa qualité, variable au début, imitée ensuite de celle de Justinien, finit par être fixée à un taux plus favorable, la moitié de la part héréditaire dans tous les cas (art. 298 de la coutume réformée de Paris).

La réserve et la légitime peuvent désormais tomber devant une sentence permise à l'autorité paternelle pour maintenir chacun dans ses devoirs. Si les droits des enfants sont mieux protégés, le père dispose en même temps d'une arme efficace pour châtier les coupables et les obliger à l'observation du respect qui lui est dû.

Il faudrait se garder de croire que toutes les coutumes rédigées font mention de l'exhérédation ; celle de Paris n'en parle même pas ; mais quelques coutumes voisines, et notamment celles qui se rapprochent le plus des pays de droit écrit, indice certain de son emprunt au droit romain, l'admettent en renvoyant pour la détermination des causes *ès cas de droict* (1).

(1) *Coutume d'Orléans ancienne*, art 266 ; réformée, art. 287 ;

Mais cette institution parut si équitable, en face de l'extrême limitation du droit de disposer, qu'elle ne tarda pas à être admise partout, devint de droit commun et subsista jusqu'à la révolution.

Les causes qui pouvaient justifier son emploi furent expressément empruntées aux Nouvelles 115 et 22. Les quatorze causes d'exhérédation des descendants nous sont données en résumé par de Renusson (1) dans les vers suivants :

« Bis septem ex causis exheres filius esto:
Si patrem feriat vel maledicat ei,
Carcere detrusum si negligat, ac furiosum,
Criminis accusat, vel paret insidias,
Si dederit damnum grave, si nec ab hoste redimit,
Testari prohibet, se societæ malis,
Si mimos sequitur, vitietque cubile paternum,
Non orthodoxus, filia si meretrix.»

L'Edit de Nantes, de 1598, vint supprimer l'avant-dernière de ces causes en interdisant d'inquiéter en quoi que ce fut ceux qui embrasseraient la religion soi-disant réformée (2). Déjà quelques

« Et au regard de l'exhérédation, elle est permise ès cas de droict ». Autres Coutumes renvoyant au droit romain : *Coutumes de Berry*, tit. XVIII, par. 5 ; Anjou, art. 271 ; Bourgogne, ch. VII, art. 2 ; Châlons, art. 69 ; Verdun, tit. III, art. 2 ; Luxembourg, tit. X, art. 2 ; Clermont en Argonne, tit. VII, art. 3 ; Lorraine, tit. XI, art. 3, etc.

(1) De Renusson, *Traité des Propres*, II, ch. VII, p. 74.

(2) Ordonnance de 1576, Isambert, t. XIV, p. 290 : « Les exhé-

années avant une ordonnance d'Henri III avait défendu les exhérédations pour cause de religion. Mais la révocation de l'édit de Nantes vint, cent ans plus tard, permettre de nouveau cette cause.

Une cause très importante, celle peut-être que les parents invoquaient le plus souvent, fut introduite par une ordonnance d'Henri II du mois de février 1556, confirmée par l'ordonnance de Blois et la déclaration de 1639 : les fils et filles de famille qui se mariaient avant l'âge de 30 ou 25 ans sans le consentement de leurs parents, et après cet âge sans avoir requis leur conseil, étaient exhérédés ainsi que les enfants qui pouvaient naître de ces unions, *sans espérance de pouvoir quereller l'exhérédation ainsi faite*. Les idées nobiliaires de l'époque exigeaient que les parents pussent contrôler le mariage de leurs enfants, trop enclins peut-être à ne considérer que la personne de leur fiancée, sans trop s'occuper de sa fortune et de sa dot ; contrairement à la doctrine catholique qui n'exigea jamais le consentement des parents et qui n'interdisait qu'avec peine les mariages clandestins. On prenait pour prétexte l'injure faite aux

rédations ou privations soit par dispositions entre vifs ou testamentaires, faites en haine de la religion ou des troubles, n'auront lieu, tant pour le passé que pour l'avenir, au préjudice des catholiques de l'union, n'y de ceux de ladite religion prétendue réformée ». Edit de Nantes, termes à peu près identiques.

parents et l'obligation d'accepter des héritiers que l'on ne voulait pas : *Nemini invito adgnascitur suus heres*. Mais le motif véritable était la conservation des biens dans les familles et l'horreur des mésalliances (1).

Les ascendants pouvaient-ils être exhérédés par leurs descendants ? En pays de droit écrit, cela ne faisait aucun doute puisqu'ils étaient légitimaires ; les causes y étaient les suivantes :

» Sed pater et septem, si nati spernet honorem,
Hunc accusabit, dira venena dabit,
Testari vetat, aut uxorem diligit ejus,
Non redimit captum, dum furit odit eum (2).

Mais en pays coutumiers, il ne pouvait être question d'exhérer les ascendants. Pour les propres, en effet, la règle *Propres ne remontent* empêche que la réserve des quatre quints leur soit applicable. Et pour les meubles et acquets, ils

(1) Ordonnance de 1556, Isambert, t. XIII, p. 470 : « Ordonnons que les enfants de famille ayant contracté et qui contracteront cy-après mariages clandestins contre le gré, le vouloir et consentement, et au desceu de leur pères et mères, puissent pour telle irrévérence et ingratitude, mépris et contemnement de leur dits pères et mères, transgression de la loy et commandement de Dieu et offenses contre les droits de l'honnesteté publique inséparable avec l'unité, estre par leurs dits pères et mères et aucun d'eux exheredez et exclxs de leurs successions, sans espérance de pouvoir quereller l'exhérédation qui ainsi aura été faite. »

(2) Ricard, *Donations*, ch. VIII, sect. 4 et Boissonade, *Histoire de la réserve héréditaire*, p. 288.

n'étaient pas légitimaires : la dévolution des biens du descendant à son ascendant est anormale ; les ascendants ne succèdent que *turbato mortis ordine* ; aussi leur refuse-t-on la légitime. Il n'en était cependant pas ainsi dans quelques coutumes, peut-être celle d'Orléans, art. 277, certainement celles de Bourgogne, d'Auvergne et quelques autres où l'on suppléait par la loi romaine les cas non prévus.

Quant aux collatéraux, nous savons qu'en pays de droit écrit les frères consanguins seuls avaient la querela, lorsqu'ils étaient dépouillés par une *persona turpis*. Il y avait, en ce cas, trois justes causes d'exhérédation : l'attentat à la vie de son frère, une accusation capitale portée contre lui, enfin la perte par sa faute d'une partie notable de son bien.

En pays de coutume, au contraire, les collatéraux n'ont pas de légitime ; mais ils sont très fortement protégés par la réserve des quatre quints des propres. On ne manqua pas de leur appliquer l'exhérédation, car, ainsi qu'on le remarquait très injustement, leur droit est moins fort et leur titre moins favorable que la légitime des enfants, qui cependant ne résistait pas à l'exhérédation (1). « En France, dit Pocquet de Livonnière, les colla-

(1) Furgole, *Testaments*, ch. vi, sect. 1, n° 100.

téraux ont une espèce de légitime qui est cette sorte de biens dont il n'est pas permis de disposer à leur préjudice, comme dans la coutume de Paris les $\frac{4}{5}$ des propres, et celle d'Anjou les $\frac{2}{3}$. C'est pourquoy, dans notre droit français, nous avons reçu pour maxime que, puisque les héritiers collatéraux sont des héritiers nécessaires qu'on ne peut exclure sans cause légitime des successions auxquelles ils sont appelés par droit de sang et par la coutume, on peut les exhérer pour les mêmes causes que des enfants (1) ».

Nous n'avons parlé jusqu'ici que des héritiers naturels ; mais il est encore une classe importante d'héritiers qui peuvent être l'objet d'une sentence d'exhérédation, ce sont les héritiers contractuels. L'institution contractuelle, cette disposition hybride, tenant de la donation par son irrévocabilité, et du legs par son exécution après la mort, était, nous l'avons déjà vu, en grand honneur dans l'ancien droit, contrairement au droit romain qui prohibait tout pacte sur succession future. A l'occasion du mariage d'une personne, un parent ou même un étranger l'instituait pour son héritier dans son contrat de mariage, et l'on tournait ainsi la prohibition des institutions d'héritier par testament. Souvent aussi le père insérait au contrat

(1) Pocquel de Livonnière, sur *Coutume d'Anjou*, p. 704.

de mariage de son fils aîné la *déclaration d'aîné et principal héritier*, s'engageant ainsi à ne pas modifier la dévolution de son patrimoine par des dispositions postérieures.

Ceux qui étaient l'objet de ces clauses d'institution, enfants ou étrangers, pouvaient se rendre coupables envers l'instituant de fautes graves qui auraient pu motiver l'exhérédation d'un héritier naturel. Mais ce qui fit hésiter dans notre cas, c'est le caractère irrévocable du contrat de mariage ; de plus, l'institution n'était pas considérée comme une donation simple qui aurait pu disparaître sous le coup d'une révocation pour ingratitude ; mais c'était en quelque sorte une donation onéreuse ; enfin, la plupart du temps, les deux époux étaient institués et leurs enfants leur étaient substitués ; si l'un seul des deux époux est ingrat, la révocation atteint l'autre époux innocent et les enfants nés du mariage.

Malgré ces hésitations, des auteurs très importants au nombre desquels étaient Duperrier, Boujon, Ricard, de Laurière, assimilèrent à juste titre notre hypothèse aux donations ordinaires et la firent tomber sous le coup de la *révocation pour ingratitude ou de l'exhérédation pour injure atroce* (1). La situation était identique.

(1) E. de Laurière, *Traité des Institutions et substitutions contractuelles*, t. I, p. 231 : « Il doit demeurer constant que les institu-

Les auteurs nous font remarquer qu'en Auvergne l'institution contractuelle était permise par contrat de société universelle : art. 1 et 15 de la coutume d'Auvergne ; l'institué, coupable d'ingratitude, pouvait être privé d'une façon très simple de son institution : il suffisait de sortir de la société, par renonciation pure et simple (1). Mais ce genre d'institution n'était pas très fréquent

Dans tous les cas, puisque l'exhérédation ne peut être fondée que sur une juste cause, il faut que le juge soit à même de l'apprécier. De là la nécessité d'exprimer cette cause dans l'acte même d'exhérédation ; en cas de difficultés sur l'existence de cette cause, c'est à l'héritier institué qui bénéficie de l'exhérédation, d'en rapporter la preuve. « Car, dit Ricard (2), quoique l'ingratitude soit un vice odieux au delà de ce qui se peut exprimer, nous avons pourtant peine à priver un fils de ce que la nature lui donne, et comme cette action a pour fondement la volonté du père, on ne lui fait

tions contractuelles faites pour les pères et mères en faveur de leurs enfants peuvent être révoquées pour cause d'ingratitude ou d'injure atroce ». Et p. 376 : « La déclaration d'ainé et principal héritier peut être révoqué. Quand le père ou la mère qui ont fait la déclaration ont de justes causes pour exhériter leur fils ou leur fille, ce qui a été observé par Chopin qui a mis la note marginale qui suit sur la *Cout. d'Anjou*, l. II, tit. III, n° 20.

(1) Arrêt du 12 décembre 1562 cité par Merlin, au Répertoire, au mot Institution contractuelle, par. 37.

(2) Ricard, 3^e partie, ch. VIII, IV.

pas tort d'emprunter ses sentiments et d'user en cette matière plus de menaces que d'effet. Nous souhaitons donc, pour priver un fils de la succession paternelle, que le père ait fait formellement l'exhérédation par un acte authentique, et que le chef de l'ingratitude qui y a donné lieu, y soit disertement exprimé, et que celui qui prétend en tirer profit en fasse une preuve claire et constante (1) ».

Cette preuve peut se faire évidemment par tous moyens, malgré l'ordonnance de Moulins qui exigeait un écrit au delà de 100 livres; il s'agit ici de simples faits qui ne sont susceptibles que de preuve testimoniale.

Une cause était donc nécessaire, et une cause exprimée. Mais, en collatérale, il fallait bien se garder d'indiquer une cause injurieuse pour l'héritier; la jurisprudence annulait en effet ce qu'elle appelait l'exhérédation *cum elogio*, du moins en collatérale. Il y avait là évidemment une sorte de contradiction à exiger l'expression d'une cause et à interdire celles qui pouvaient avoir quelque chose d'injurieux pour l'héritier; on fit exception pour les cas où la cause était plutôt une plainte qu'une injure, et où le motif, quoique infamant,

(1) Dans le même sens, le Renusson, t. II, ch. vii, p. 74, et Furgole, ch. viii, sect. 2.

était de notoriété publique (1). « Il n'est pas permis, dit un arrêt du 16 janvier 1626 rapporté au *Journal des Audiences*, à une personne qui teste d'ôter l'honneur qu'elle ne peut donner. »

« En ligne directe, dit au contraire Boucheul (2), on peut exhéredier *cum elogio* : en ligne collatérale, on ne le peut pas, si la cause d'exhérédation n'est publique et véritable, c'est-à-dire qu'un collatéral se doit contenter d'une exhérédation générale pour ingratitude, mauvais traitements et autres causes semblables ; mais on ne doit rien coter en particulier qui note, ouï bien les pères et mères qui peuvent librement exprimer les causes d'exhérédation de leurs enfants. Cette différence a pour raison que les collatéraux, dans la chaleur de leur passion et de la colère, ne peuvent facilement porter à noter leurs parents avec lesquels ils sont en inimitié. Les pères et mères, au contraire, ne se portent que dans l'extrémité à diffamer leur propre sang. »

Quelle que fût la cause qui motivât l'exhérédation, en quelle sorte d'actes pouvait-elle être faite ?

En pays de droit écrit le principe que le testament seul pouvait comporter une institution d'hé-

(1) Lambert, *op. cit.*, p. 240 ; Ricard, ch. III, sect. 14, p. 634.

(2) Boucheul, *Traité des Conventions de succéder*, ch. XIX, n° 37.

ritier et l'incompatibilité des successions *ab intestat* et testamentaires s'opposaient à l'admission de tout autre moyen.

Mais, en pays de coutumes, on estimait comme suffisante une déclaration par devant notaire (1). Furgole en donne plusieurs raisons : le testament est fait pour contenir les libéralités et l'exhérédation n'a rien de commun avec elles ; de plus, c'est une peine, et il serait injuste d'assujettir la vengeance du père à des formalités ; c'est un acte analogue à une révocation de donation pour ingratitude, et il suffit d'agir dans les deux cas de la même façon ; enfin, pour les mariages clandestins, l'ordonnance de 1556 permettait expressément d'exhérer par devant notaire.

Ajoutons qu'en pays de droit écrit l'exhérédation n'avait d'effet qu'autant que le testament en avait lui-même, car autrement on tombait dans la règle *Nemo partim testatus partim intestatus decedere potest*. En pays de coutume, au contraire, l'exhérédation subsistait comme acte indépendant.

Quelle que fût la forme dont elle était revêtue, l'exhérédation privait celui qui en était l'objet de tout droit à la succession de l'exhérédatant et le mettait au même rang qu'un étranger. « C'est une

(1) Arrêts rapportés par Furgole, ch. viii, sect. 2 préc. et Tronçon, sur la *Coutume de Paris*, art. 299.

abdication que le père fait de son fils, qui le rejette absolument hors de la famille, et le fait regarder comme une personne morte, parce qu'il est réputé en avoir été retranché et qu'il ne peut prétendre aucune part des biens de la succession (1). » Nous verrons plus loin que ce langage est exagéré ; mais l'exhérédation enlève tout droit à la réserve des quatre quints et à la légitime ; elle fait perdre le titre d'héritier et son attribut essentiel, la saisine. Elle fait cesser le droit d'aînesse, cette sorte de légitime féodale, ainsi que le prouvent plusieurs arrêts rapportés au *Journal des Audiences*.

L'exhérédé ne peut même pas réclamer des aliments à la succession de son père (voir l'arrêt rapporté par Merlin au mot exhérédation). Le père peut évidemment lui léguer des aliments ou même une certaine partie de ses biens, pour cette raison bien simple, disent les auteurs, que celui qui peut le plus, peut le moins.

Le douaire des enfants lui-même disparaissait devant l'exhérédation, dans les régions où il existait encore. Remarquons cependant à notre époque le peu d'importance de ce droit et les changements qu'il subit : cette portion des biens du père réservés aux enfants n'eût guère plus de raison d'être

(1) De la Rouvière, *Traité du droit de retour*, p. 79.

qu'en présence d'enfants de plusieurs mariages. Les enfants de chaque lit se partageaient respectivement, par préciput, le douaire de leur mère. Cette sorte de préciput fut englobé dans la défaveur presque générale du préciput ; et la doctrine, sous l'influence de Du Moulin, fit adopter la règle : *Nul ne peut être héritier et douairier*. Le douaire était donc réservé aux renonçants ; lorsque la succession du père était obérée, le fils avait droit au douaire même à l'encontre des créanciers. C'est ce droit qui était enlevé par l'exhérédation (1).

Enfin supposons que l'exhérédant meure ne laissant que le fils exhérédé sans enfants ; s'il avait reçu lui-même une donation d'un de ces ascendants, cette donation faisait retour au donateur, car il était réputé mort sans postérité. En d'autres termes, l'exhérédé ne fait pas obstacle au droit de retour de l'ascendant donateur. Certains auteurs refusent même à l'exhérédé le droit d'exercer le retrait lignager (2).

(1) Voir Caillemet, *Mélanges Appleton*, Lyon, 1903, p. 111 et s. Pothier, *Traité du douaire*, n° 349 : « Ceux qui ont été exhérédés par leur père pour une juste cause n'ayant plus de droit à la succession n'ont plus pareillement aucun droit au douaire ». Et n° 350 : « L'enfant acceptant ne peut réclamer le douaire puisqu'il est à la fois débiteur des dettes de la succession et créancier : il ne peut être débiteur envers lui-même ». Cf. *Coutume de Paris*, art. 250-251.

(2) Duplessis, *Retrait Lignager*, p. 324.

Mais il faudrait se garder de tirer la conséquence de la règle que l'on voit formulée partout, à savoir que l'exhérédé est exclu de la famille. Il n'est exclu que de la succession de l'exhérédant. Rien ne l'empêche, par exemple, de recueillir ces mêmes biens dans la succession d'une autre personne, d'un frère prédécédé par exemple (arrêt de 1683 cité par Ricard, p. 677). Il y a même mieux : si à la mort de l'exhérédant il ne se trouve plus de parent en ordre utile, l'exhérédé est appelé à la succession ; pourvu tout au moins qu'il existât lors de l'exhérédation quelque parent qui fût habile à succéder, car, dans le cas contraire, la succession profiterait directement au fisc. A défaut de l'institué, l'exhérédé est préféré au fisc : *fiscus post omnes*.

Enfin l'exhérédation n'empêche pas l'exhérédé de recueillir dans la succession de son père les biens grevés à son profit de substitution. Ces biens sont indisponibles entre les mains du père ; il n'est pas en son pouvoir d'en priver le fils qui y est appelé par la volonté d'un disposant antérieur à lui ; il ne peut lui enlever que les biens qui lui appartiennent en propre : « L'exhérédation ne saurait avoir plus d'effet que l'institution ». C'est ce que Ricard exprime en ces termes (1) : « Le père

(1) Ricard, ch. viii, sect. 4, p. 677.

ne peut pas aussi, en vertu de l'exhérédation, priver son fils des biens qu'il est obligé de lui restituer en mourant, à titre de fidéicommiss faits par leurs prédécesseurs, d'autant que ce ne sont pas des effets de sa libéralité. Mais il peut révoquer tous les bienfaits qui partent de lui, même le douaire qui est une espèce de donation et que les enfants prennent à titre gratuit du chef de leur père, ce qui fait que la mère, qui n'en est qu'usufruitière, ne pourrait pas en exclure ses enfants en les exhérédant, attendu qu'ils ne le tiennent pas d'elle. »

La peine de l'exhérédation que nous n'avons envisagée jusqu'ici que par rapport à l'exhéréde seul, nous paraîtra bien moins légitime quand nous aurons vu qu'elle atteint indirectement des innocents, les fils même de l'exhéréde. Si l'on suit, en effet, la rigueur des principes, on voit que les petits-enfants sont eux-mêmes exclus de la succession du grand-père, irrité à juste titre contre son fils coupable : il ne peut y avoir ici représentation. De deux choses l'une : ou bien l'exhéréde est encore en vie, et on ne saurait représenter une personne vivante ; ou bien il est mort, mais alors le représentant ne peut avoir plus de droits que le représenté. Ces inconvenients n'apparaissent plus si les petits enfants sont appelés de leur propre chef à la succession. Mais dans le cas contraire, on ne peut que déplorer cette solution fâcheuse.

Quelques auteurs s'en consolaient aisément : « On ne doit pas trouver étrange que les enfants souffrent du désordre de leur père ; nous en avons un exemple dans les bâtards qui sont nés innocents et qui ne sont pas coupables des désordres de leur père et mère (1) ».

Mais la plupart des auteurs ne pouvaient s'empêcher de repousser cette conséquence trop logique de l'exhérédation qui laissait parfois dans la misère des innocents qui voyaient leurs oncles nager dans l'opulence. Quelques-uns proposaient de distinguer entre le cas de prédécès ou de survie de l'exhéredé, permettant dans le premier cas seulement aux petits-enfants de représenter leur père ; d'autres étaient portés à les rappeler dans tous les cas (2). La jurisprudence elle-même, se laissant aller à un sentiment louable d'humanité, se déterminait bien plus souvent par les circonstances de la cause que par la rigueur des principes. C'est ainsi qu'en 1683 un arrêt célèbre accorda à l'exhéredé et à ses enfants nés d'un mariage réprouvé par la famille des aliments pour une somme de 200.000 livres (3) ; la succession dont il s'agissait s'élevait à une somme considérable.

La jurisprudence créa aussi ce qu'on appelait

(1) De Renusson, t. II, sect. 7, p. 77.

(2) Ricard, par exemple.

(3) *Journal des Audiences*, t. III, p. 749. Cf. l. I, p. 663.

la *légitime de faveur* pour les enfants du fils exhé-
rédé pour mariage sans consentement en vertu de
l'ordonnance de 1556. Les parlements de Toulouse
et de Bordeaux, ne la laissant même pas à l'appré-
ciation du juge, la fixèrent à la moitié de ce qu'au-
rait été la légitime de droit.

Si l'on hésitait pour les petits-enfants, tout le
monde s'accordait au contraire pour refuser aux
créanciers du fils, antérieurs même à l'exhéréda-
tion, tout droit à la succession sur l'espérance de
laquelle ils avaient peut-être prêté. « Parmi nous,
par un usage très abusif, lorsque le fils est déshé-
rité ou que ses biens sont substitués pour cause
de dissipation, on laisse la légitime franche et
libre à ses créanciers, comme s'ils méritaient
quelque faveur, et s'ils n'étaient pas au contraire
coupables de la corruption de ce malheureux dont
ils ont fomenté les débauches en lui prêtant trop
facilement de l'argent (1). » Réflexions bien justes,
mais qui n'étaient pas faites pour consolider le
crédit des fils de famille, qui méritaient un pareil
châtiment.

Toutefois, la peine que le père portait contre
son fils pouvait n'être pas définitive ; le fils repen-
tant était souvent pardonné, et le temps effaçait la
colère la plus légitime. Par un acte inverse au

(1) De Renusson, II, sect. 7, p. 77.

premier, le père rétablissait l'ordre normal de sa succession. Ce pouvait être un testament qui portait le rappel exprès du fils pardonné ; ou bien un simple acte par devant notaire, même en pays de droit écrit.

On alla bien plus loin, et l'on admit, au moins en pays de coutumes, que la réconciliation du père et du fils suffisait, lorsqu'elle n'était pas équivoque, à entraîner de plein droit la révocation de l'exhérédation :

« Nous avons dit, il est vrai, que l'effet de l'exhérédation étant odieux, il se consomme aisément par la réconciliation du fils avec son père ; c'est un foudre qui ne se conserve qu'avec l'éclat et la colère, tellement que si la tempête s'apaise et que le père regarde une fois son fils d'un visage serein, tous les nuages sont dissipés. Il est présumé avoir oublié le passé et avoir mis sous le pied tout le sujet de la fâcherie, dont nous avons un beau texte en la loi *In Ipsius*, V, *famil. ercix* (1). »

La difficulté était de savoir *ce qui se pouvait appeler une bonne réconciliation*. On considérait par exemple que la bénédiction à l'article de la mort ne suffisait pas ; c'était du devoir d'un chrétien de pardonner les offenses, mais la peine n'en

(1) Ricard, ch. viii, sect. 4, p. 673 et Lebrun, II, p. 231.

subsistait pas moins (Célèbre arrêt de Rioland, du 27 avril 1660, *Journal des Audiences*, t. I, p. 872). Il y avait là des controverses dans le détail desquelles il est superflu d'entrer.

Comme on peut le penser, ceux qui étaient victimes d'une sentence d'exhérédation ne manquaient pas de manifester leur mécontentement et d'essayer de prouver d'une façon quelconque l'injustice de la peine qui les frappait. De là, de nombreux procès, favorisés, il est vrai, par la jurisprudence qui ne faisait en somme que continuer la résistance que les pays coutumiers avaient opposée à l'exhérédation romaine.

On considérait en effet que cette mesure exceptionnellement grave, qui portait atteinte aux droits si forts de la famille, ne pouvait subsister lorsque les libéralités à des étrangers, qui en étaient la conséquence, n'avaient d'autre motif que la haine injuste du donateur contre l'héritier présomptif. On répétait que les dispositions ne devaient avoir pour principe que le désir d'exercer sa libéralité pour des motifs avouables ; mais si elles étaient dictées par la vengeance et la haine envers les héritiers, on n'y devait avoir égard (1).

On en vint ainsi à admettre le moyen *ab irato*

(1) Boucheul, ch. xix, n° 50. Denisart, *ab irato*, n° 1.

Cf. *Coutume de Bretagne*, art. 199.

contre des legs faits dans les limites du disponible, tout au moins en ligne directe (1). « Peut-on croire, dit Daguesseau dans un de ses plaidoyers (2), qu'un testament qui a pour principe la haine et la passion d'un père, puisse être appelé *voluntatis nostræ justa sententia*? Trouvera-t-on dans un testateur agité par des mouvements si contraires à la raison cette intégrité de l'esprit infiniment plus nécessaire que la santé du corps? Enfin dira-t-on qu'un testament soit fait *ex officio pietatis*, lorsqu'il donne aux étrangers le pain destiné aux enfants légitimes, et que leur père leur laisse à regret ce qu'il voudrait que la loi lui permit de leur ôter?... Concluons donc que parmi nous il ne suffit pas à un père de laisser la légitime à ses enfants; la faveur de ce nom est si grande, et dans l'esprit des coutumes, et dans la jurisprudence des arrêts, que lorsque le père les a privés du surplus de ses biens, la justice a droit d'examiner encore les motifs de son testament. »

Cette théorie étrange, transition entre l'ancienne proscription des libéralités testamentaires à l'encontre de la famille et l'idée romaine de liberté, nous ne nous étonnerons pas de la voir inconnue des pays de droit écrit où l'idée ne pouvait venir

(1) En collatérale, le « moyen de haine » se confondait avec la prohibition de l'exhérédation *cum elogio*. Voir Denisart, n° 21.

(2) Daguesseau, t. III, plaidoyer 29.

d'appliquer le *color insanix* à des libéralités permises par les textes.

En théorie, on exigeait des preuves certaines d'une haine véritable et injuste. Dans la pratique, c'était laisser la place à l'arbitraire du juge et ouvrir la porte à des procès scandaleux dont nos anciens auteurs eux-mêmes étaient effrayés (1).

Telle était l'exhérédation-peine dans le dernier état de notre ancienne jurisprudence ; admise comme à regret dans le Nord, elle était souvent rendue illusoire par l'action *ab irato* ; survivance, au Midi, de l'ancienne *patria potestas*, mitigée par la nécessité d'une juste cause et la théorie formelle de la prétérition. Remarquons encore une fois la différence essentielle entre l'inofficiosité et la prétérition : le testament qui omettait un fils était frappé de nullité complète et tombait avec tous ses accessoires, legs, affranchissements, etc. ; au contraire, le fils institué pour la plus faible part, ne fut-ce qu'*en cinq sols*, n'avait jamais le droit que de réclamer le complément de sa légitime, lorsqu'il n'était pas dans l'un des cas de la nouvelle 113.

Nous trouvons encore dans les derniers siècles une autre exhérédation, la *disposition officieuse*, directement empruntée à l'exhérédation *bona*

(1) La Bruyère, *De quelques usages*, n° 58.

mente du droit romain. Les auteurs nous la présentent, comme à Rome, sous la couleur d'une mesure bienveillante à l'égard du fils plutôt que d'une peine portée par le père érigé en juge domestique. Au fond des choses, c'est une peine pour le fils et surtout pour ses créanciers, en même temps qu'une sage précaution pour les petits-enfants.

Il faut reconnaître qu'elle fut plus largement appliquée chez nous que dans l'ancienne Rome, favorisée qu'elle était par la pratique des substitutions.

Le père qui voyait à regret son fils se lancer dans de folles dépenses et compromettre l'avenir de ses petits-enfants, avait deux moyens de parvenir à éviter ce fâcheux résultat : instituer son fils héritier en le grevant de substitution (on sait avec quelle faveur les substitutions étaient vues à cette époque) ; ou bien, ce qui était plus sûr, exhéréder son fils en ne lui laissant que l'usufruit de sa légitime, ou même des aliments insaisissables. De la sorte, l'enfant prodigue ne pouvait se ruiner lui-même, et les créanciers avaient pour toute consolation la satisfaction d'avoir assuré la splendeur du nom ! Le principe de conservation des biens dans les familles et la haine des usuriers contribuèrent beaucoup au développement de cette institution.

Comme c'était une mesure grave, on exigeait comme pour l'exhérédation ordinaire, que la cause en fût exprimée et prouvée (1). En principe, c'était la prodigalité; mais ici encore la jurisprudence ne se fit pas faute d'introduire par analogie des causes semblables, et par suite l'arbitraire.

Exhérédation indirecte. — Nous serons assez brefs sur ce sujet qui diminue d'importance à notre époque, car la jurisprudence et la doctrine s'efforcèrent de ramener l'exhérédation indirecte aux règles de l'exhérédation directe.

C'est ainsi que la donation entre vifs ne pouvait plus servir à déshériter un successeur qui n'aurait pas été dans l'un des cas de la nouvelle 115. Si l'on veut enlever sa légitime à un fils coupable, on pourra donner ses biens à un tiers; mais l'acte de donation devra porter la mention expresse de l'exhérédation et de la cause qui la motive. Si ces formalités ne sont pas observées, la légitime doit toujours rester sauve, et le fils est armé de l'action en réduction (2). N'oublions pas cependant que la légitime ne protège que les descendants en pays de Coutume, et que la réserve des $\frac{4}{5}$ ne s'applique pas aux donations: les ascendants et les collatéraux peuvent donc toujours être exhérédés indirectement.

(1) Denisart, *Exhérédation*, n° 26. De Ferrière, *Exhérédation*. Lebrun, I, 285, 1.

(2) Voir, par exemple, Ricard, ch. VIII, sect. II.

tement. Quelques rares Coutumes exigent le consentement de l'héritier à la donation : Boulenois, art. 92 ; Artois, art. 76-77 ; Amiens, art. 58.

Quant à la donation *mortis causa*, son caractère révocable la fit presque confondre avec le testament : elle dut toujours respecter la réserve et la légitime. Mais elle fut l'objet d'attaques si violentes que l'ordonnance de 1731 la prohiba pour l'avenir.

L'institution contractuelle, quoique vue d'un œil plus favorable puisqu'elle ne fut jamais soumise à la réserve des $\frac{4}{5}$ des propres, devait cependant respecter la légitime des enfants (1), ainsi que le décident les Coutumes d'Auvergne, de la Marche et du Bourbonnais qui firent le droit commun en cette matière. Restait toujours, comme pour la donation, la possibilité pour les non légitimaires d'être exhérédés indirectement par une institution contractuelle.

Le testament, au contraire, du moins celui qui ne portait pas une sentence d'exhérédation régulière, ne pouvait pas dépouiller sans cause les héritiers. La persistance de la règle, *Institution d'héritier n'a point de lien*, d'origine historique, empêcha toujours l'institution d'être autre chose qu'un legs du disponible. Le bénéficiaire ne pou-

(1) Arrêt du 30 août 1700, *Journal des Audiences*, IV, p. 845.

vait recueillir que le peu qui restait lorsqu'on avait ôté la réserve des lignagers et la légitime des enfants. Il faut arriver jusqu'au Code pour trouver l'assimilation du légataire universel et de l'héritier (1).

L'inégalité des parts entre héritiers n'était même pas partout possible. Les Coutumes d'égalité parfaite prohibaient tout préciput; quelques-unes le permettaient jusqu'à concurrence du disponible, mais c'était l'exception. La grande majorité des Coutumes autorisait le donataire ou le légataire à conserver son don en renonçant. Comme on le voit, l'exhérédation même partielle était presque impossible indirectement.

Les parents, eux aussi, devaient respecter l'égalité de parts de leurs enfants dans le partage qu'ils leur faisaient de leurs biens. Les rares Coutumes qui parlent du partage d'ascendants autorisent les parents à diviser de leur vivant leurs biens entre leurs enfants, mais *leur légitime sauvé*. En fort peu d'endroits on admet la possibilité d'un avantage.

Signalons, avant de quitter l'exhérédation indirecte, le maintien dans les Coutumes du centre de l'exclusion des filles noble dotées, ne fut-ce que *d'un chapel de roses* (2). L'application exclusive de

(1) Lambert, l'*Exhérédation*, p. 47 et s.

(2) Coutumes admettant l'exclusion des filles : Maine, 258, Anjou,

cette institution aux successions nobles (sauf 2 Coutumes, Auvergne et Bourbonnais, qui l'admettent pour les roturières) nous montre bien à quel besoin elle répondait : le maintien de la puissance et de la richesse dans les grandes familles. Le père avait cependant la possibilité de relever sa fille de la déchéance qui la frappait : il pouvait, en la mariant, lui réserver sa part dans sa succession, ou, plus tard, la rappeler expressément.

Aux mêmes besoins politiques correspondent les renonciations des filles aux successions de leurs parents, sortes d'exhérédations forcées, quoique volontaires (1). Ces renonciations, d'un usage très fréquent, subsistèrent jusqu'à la Révolution.

Indignité. — Il nous reste, pour en finir avec l'ancien droit, à voir ce qu'est devenue l'indignité pendant la période qui nous occupe. Loin de disparaître, sa notion s'est encore précisée et est venue compléter l'exhérédation : si le père lui-même

241, Touraine, 284, Marche, 225, Poitou, 220, Auvergne, XII, 25-27, Nivernais, XXIII, 21, Bourgogne, VII, 21, Normandie, 250, Bretagne, 557, etc.

(1) Duplessis : « L'exhérédation est comme une exclusion consentie par le fils lui-même ; ces sortes d'exclusions sont fréquentes en France où le père prend soin de faire renoncer ses filles à sa succession, souvent purement et simplement, mais jamais sans aucune autre vue, quoique cela ne soit pas exprimé, que de leur préférer ses autres enfants. Plusieurs coutumes ont prévu le désir des pères sur l'exclusion des filles qu'elles établissent même en collatérale. »

ne peut appliquer cette mesure, l'indignité supplée à cette impossibilité : c'est une peine portée par la loi à défaut de celle portée par le père, une exhérédation présumée.

Les causes en étaient multiples ; c'était d'abord toutes celles qui pouvaient motiver l'exhérédation : « L'héritier du sang perdait le droit à l'hérédité, lorsqu'il était déclaré indigne pour une des causes qui l'auraient fait exhéredier par le *de cuijussi* celui-ci l'avait connue dans un temps où il aurait pu manifester sa volonté d'exclure le successible de sa succession (1). »

Mais les Parlements reconnurent aux juges le pouvoir de prononcer l'indignité pour des causes qui n'étaient prévues ni par la Novelle 115, ni par les ordonnances ; on appréciait d'une manière plus ou moins large les textes de Justinien, et on arrivait fatalement à l'arbitraire (2).

(1) Reanme, *La condition des biens*, p. 341, Cf. Pothier, *Successions*, I, 6.

(2) Domat, *lois civiles*, liv. I, sect. 13, p. 528.

« Les causes qui peuvent rendre l'héritier indigne de la succession sont indéfinies, et le discernement de ce qui peut suffire ou ne pas suffire pour avoir cet effet dépend de la qualité des fautes et des circonstances. Aussi on ne doit pas borner ces causes à celles qui sont expliquées dans les articles qui suivent, où l'on n'a compris que celles que les Lois expriment ; mais s'il arrivait quelqu'autre cas où il fut des bonnes mœurs et de l'équité de déclarer l'héritier indigne, il serait juste de le priver de l'hérédité. »

Sans parler des cas très graves de meurtre du défunt, du refus de venger sa mort, de dénoncer le meurtrier, ou déclarait, par exemple, indigne celui qui traitait de la succession d'un homme vivant sans sa participation (1). De même la veuve qui menait mauvaise vie pendant son deuil, qui se mariait sans attendre les délais, perdait son douaire (2), etc., etc.

Quoi qu'il en soit des causes multiples qui pouvaient entraîner l'indignité, une innovation considérable avait été introduite, renouvelée d'ailleurs des nouvelles de Justinien : les biens enlevés à l'indigne n'étaient plus dévolus au fisc ou au seigneur justicier. Ils étaient adjugés aux autres héritiers légitimes dès la fin du xvr^e siècle, ainsi qu'il ressort des divers arrêts du Parlement rapportés par Anne Robert et Renusson (3).

Cette jurisprudence très équitable était approuvée par la majorité des auteurs, malgré le texte contraire de l'article 183 de la Coutume de Paris : Qui confisque le corps, confisque les biens.

Une règle bien plus contestée était celle qui écartait personnellement les enfants de l'indigne de la succession enlevée à leur père, contraire-

(1) Lebrun, l. III, ch. ix.

(2) Denisart, *Deuil*, 2, 3 et 5. De Renusson, *Douane*, ch. xii.

(3) Anne Robert, l. III, chap. vii : de Renusson, *Propres*, liv. II, sect. 5.

ment au principe de la personnalité des peines. Aussi n'est-il pas étonnant de rencontrer des auteurs comme Bouhier et Pothier pour la combattre (1).

Le principe de l'indignité étant une exhérédation présumée, on devait admettre que les causes qui pouvaient relever le coupable de la peine portée par le père lui-même devaient, pour la même raison, entraîner l'inapplication de l'indignité. On admet alors que le pardon, à l'exemple de la réconciliation après exhérédation, en faisait cesser l'effet, sauf à prouver naturellement l'existence d'un pardon véritable et la volonté pour le père, de rétablir le coupable dans ses droits (2).

Analogue à l'indignité, la félonie avait subsisté avec les restes du régime féodal ; les causes nombreuses qui pouvaient l'entraîner étaient énumérées de façons diverses par les Coutumes. Ces énumérations n'avaient rien de limitatif et laissaient place à une certaine liberté d'application.

Certains auteurs voulaient assimiler ces causes à celles d'exhérédation ; d'autres, au contraire, voulaient les confondre avec les cas de révocation des donations pour ingratitude (3).

(1) Voir Merlin, Répertoire, *Représentation*, IV, 3.

(2) Lebrun, *Successions*, liv. III, chap. IX, XIV et XV. Pothier, chap. v. Donat, titre I, sect. 4, n° 16.

(3) Du Moulin, sur l'art. 43 de la *Coutume de Paris*, n° 136, et

Les cas les plus ordinaires étaient les blessures ou attentats sur la personne, les fautes contre l'honneur du seigneur et de sa famille. Les obligations d'ailleurs étaient réciproques entre vassal et suzerain. La commise avait lieu également pour désaveu du seigneur, lorsque le vassal refusait de reconnaître tel seigneur pour son suzerain, ou qu'il disait à tort posséder un alleu : c'était encore une sorte d'ingratitude.

Tel était l'état de notre droit à la veille de la Révolution ; l'exhérédation, véritable peine privée, avec son correctif, l'action *ab irato*, complétée par l'indignité, était un appui sérieux de la puissance paternelle. « C'était une arme utile, une garantie du respect de l'autorité paternelle, mais qui avait cependant l'inconvénient d'être la cause de fréquents procès et même de scandales. L'enfant exhérédé ne manquait pas de soutenir qu'il avait été injustement écarté de la succession paternelle et attaquait souvent le testament du père devant la justice (1). »

Pocquet de Livonnière, *Traité des fiefs*, liv. II, ch. II, p. 127 : « Les fiefs sont tous présumés de concession, et procéder de la libéralité du seigneur ; en sorte que le vassal qui commet une ingratitude considérable envers son seigneur mérite d'être puni par la révocation du bienfait qu'il aurait reçu et par la perte de son fief. »

(1) Glasson, dans la *Réforme sociale*, t. VIII, année 1889.

Cette mesure impopulaire, à laquelle Mirabeau porta le dernier coup dans son discours posthume, car il ne l'avait que trop cruellement éprouvée, devait dès lors disparaître de nos lois.

CHAPITRE V

L'EXHÉRÉDATION DANS LE DROIT MODERNE

Les législateurs de l'époque révolutionnaire, avec leur façon optimiste de concevoir les rapports des enfants et des parents, et d'une façon plus générale l'organisation de la famille, quoique animés à cet égard des meilleures intentions, aboutirent, on le sait, à sa désorganisation complète. Leur besoin d'égalité absolue en toutes choses les poussa à supprimer en fait la liberté de tester, et par suite d'exhérer. Et remarquons que la période de réaction qui succéda à la tourmente, ne rétablit pas l'exhérédation.

Les droits féodaux une fois supprimés, ainsi que toute distinction résultant dans les partages de la nature des biens, nobles et roturiers (loi du 15 mars 1790), la Constituante voulut s'occuper d'établir l'égalité de droit entre héritiers. La loi du 8 avril 1791, relative aux successions *ab*

intestat, établit la représentation à l'infini en ligne directe. Mais elle ne supprima pas les inégalités résultant de la volonté de l'homme, exhérédations, substitutions, renonciations à successions futures.

Mais n'était-il pas à craindre qu'on profitât de ce silence de la loi pour contrarier la législation nouvelle et rétablir par des dispositions de l'homme ce que faisait jadis la loi ? La Constituante s'en aperçut et dans les 4 ou 5 jours qui suivirent la mort de Mirabeau fut engagée une discussion sur un projet beaucoup plus vaste, ayant trait au droit de disposer ; elle n'aboutit à aucun résultat immédiat sur ce point, mais les idées qui y furent exprimées dominèrent toute la révolution en cette matière, au point qu'en germinal an VIII on demanda que le discours de Mirabeau fût relu à nouveau.

Le comité de législation, par l'organe de son rapporteur, Tronchet, proposait d'établir un disponible d'un quart vis-à-vis de certains parents, avec possibilité de le léguer à un héritier. Robespierre soutenait la thèse contraire, au nom de l'égalité politique ; il mettait même en doute le droit de tester en lui-même : « L'homme peut-il disposer quand il est lui-même réduit en poussière ? »

Mirabeau, bien que député du Midi, avait gardé quelques souvenirs pénibles du régime de la puis-

sance paternelle. Il se préoccupait d'assurer contre le testament et l'exhérédation les droits de la ligne directe ; en collatérale, il laissait toute liberté, se bornant à interdire les substitutions ou majorats. « Si l'on nous dit, avançait-il (1), que la nature est une puissance protectrice qui combattra suffisamment dans l'âme d'un père l'injustice, la dureté, la partialité envers ses enfants, je répondrai par le fatal pervertissement dont cette faible nature est trop susceptible ; je répondrai par des exemples qui ne sont que trop éclatants et trop nombreux, et j'ajouterai que ce n'est pas aux lois de permettre que les préjugés, les fantaisies, les injustices d'un homme, dans le temps même où il n'est plus, puissent prévaloir sur les intérêts de la génération présente et de la postérité... N'est-ce pas assez pour la société des caprices et des passions des vivants, nous faut-il encore subir leurs caprices et leurs passions quand ils ne sont plus?... N'avons-nous pas vu une foule de ces testaments où respiraient tantôt l'orgueil, tantôt la vengeance, ici un injuste éloignement, là une prédilection aveugle? »

Il concluait en demandant un disponible d'un dixième seulement, et en interdisant tout préciput ou toute exhérédation.

Ces discussions, nous l'avons dit plus haut,

(1) Discours posthume de Mirabeau, *Mémoires de Mirabeau*, tome VIII, page 350 et suivantes.

n'eurent d'effet immédiat qu'en ce qui concerne la fixation d'un disponible excessivement réduit. Mais des lois postérieures vinrent porter un dernier coup à l'exhérédation.

Celle du 14 novembre 1792, en prohibant toute substitution, fit disparaître par là même la disposition officieuse. Les lois du 7 mars 1793, du 5 brumaire et du 17 nivôse de l'an II supprimèrent virtuellement l'exhérédation tant en ligne directe qu'en collatérale. L'art. 23 de la loi du 9 fructidor, an II, dit expressément que toute exhérédation qui tend à donner à l'un ce dont on prive l'autre est implicitement abolie rétroactivement avec tous ses effets depuis le 14 juillet 1789.

Revenant à une modération plus sage, la loi du 4 germinal, an VIII, étendait un peu le disponible que les lois précédentes avaient presque totalement supprimé ; mais l'exhérédation totale était impossible, et le nombre des réservataires fort étendu, puisqu'en plus des enfants il y avait les ascendants, les frères et sœurs, les neveux et nièces et même les cousins-germains et leurs descendants.

Le Code civil ne parle pas de l'exhérédation : c'est donc qu'il en maintien l'abrogation, car dans une matière si exceptionnelle, il n'est pas permis de suppléer à son silence. D'ailleurs, les travaux préparatoires nous indiquent la volonté bien ar-

rêtée de ne pas la faire revivre : la peine de l'exhérédation est trop grave pour qu'elle puisse être portée par un particulier ; la loi seule crée des peines, et les juges seuls apprécient les cas dans lesquels elles s'appliqueront. « Les pères et mères qui ont donné l'existence naturelle ne doivent pas avoir la liberté de faire perdre, sous un rapport aussi essentiel, l'existence civile ; si le père doit rester libre de conserver l'exercice du droit de propriété, il doit aussi remplir les devoirs que la paternité lui a imposés envers ses enfants et envers la société (1) ».

De plus, l'exhérédation était-elle d'un si grand secours à la puissance paternelle. C'est peu probable ; les auteurs ont soin de nous apprendre que des fils dénaturés intentaient sans raison des procès à leur père pour le seul prétexte de se réserver pour plus tard le moyen *ab irato* (on admettait en général que le fait d'avoir eu des procès avec le *de cujus* pouvait donner lieu au moyen de haine).

Enfin l'exhérédation était la cause de tant de procès scandaleux qu'il fallait à tout prix en empêcher la réadmission. « Sous le rapport de la transmission des biens dans les familles, dit Bigot Préameneu dans son discours du 2 floréal, an XI,

(1) Locré, tome II, p. 68.

l'exhérédation n'avait que des effets funestes ; la postérité la plus nombreuse d'un seul coupable était enveloppée dans sa proscription ; et combien n'étaient-ils pas scandaleux devant les tribunaux ces procès, où, pour des intérêts pécuniaires, la mémoire du père était déchirée par ceux qui s'opposaient à l'exhérédation, et la conduite de l'enfant exhérède, présentée sous des traits que la cupidité cherchait encore à rendre plus odieux. »

L'exhérédation à titre de peine fut donc, pour toutes ces raisons, passée sous silence. Mais, comme il était impossible de laisser sans aucune sanction le précepte de morale divine et humaine qui impose aux enfants le respect des parents, précepte que le Code lui-même s'est fait honneur de reproduire ; comme aussi le droit et la morale ne peuvent avoir le même cercle d'application, que tel fait réprouvé par la morale n'est pas toujours assez grave aux yeux de la loi pour mériter son intervention, le Code se contenta de rétablir l'indignité pour trois causes très graves, le meurtre du défunt, la non dénonciation de ce meurtre, ou une accusation jugée calomnieuse portée contre lui, art. 727, C. civ.

Cette énumération légale exclut toute interprétation d'analogie et écarte ainsi l'arbitraire qui ne régnait que trop en cette matière dans notre ancien droit.

Sans doute l'indignité a pour principal fondement l'intention présumée du défunt ; la dévolution successorale est fondée en effet sur l'affection présumée du défunt, et on ne saurait présumer cette affection vis-à-vis de personnes qui se sont rendues coupables à son égard de crimes graves.

Mais elle est fondée surtout sur des raisons d'ordre public ; le législateur la prononce pour frapper l'indigne d'une peine pécuniaire supplémentaire, accessoire à la peine corporelle inscrite au Code pénal.

Aussi, contrairement à notre ancien droit, le pardon du *de cuius* ne saurait en surprendre l'effet, comme le faisait la réconciliation vis-à-vis de l'exhérédation. Le *de cuius* n'a pas le pouvoir de déroger à une loi d'ordre public, et de rétablir une vacation qui n'existe plus ; il pourrait, cependant, éviter indirectement l'effet de l'indignité en léguant ses biens au coupable qui n'est pas frappé d'une incapacité spéciale de recevoir par testament.

L'article 730 prend soin de s'expliquer sur une des conséquences fâcheuses de l'indignité dans l'ancien droit : les enfants de l'indigne sont relevés de la déchéance personnelle qui les frappait et qui faisait retomber la peine du père sur les fils innocents.

En dehors des trois cas où la loi porte elle-même

la peine de l'indignité, il ne saurait être question d'exhérédation pénale ; on a reconnu à certains héritiers particulièrement favorables une réserve : les ascendants et les descendants seuls y ont droit, art. 913 et 914. Cette réserve, toute clause d'exhérédation serait impuissante à la leur enlever. A l'égard de tout héritier non réservataire, point n'est besoin d'exhérédation, puisqu'il suffit au testateur d'instituer un tiers pour écarter la succession *ab intestat* ; l'institution d'un légataire universel fait même disparaître dans ce cas la dernière prérogative qui pouvait rester à l'héritier du sang, la saisine, art. 1006.

Le Code a rétabli cependant, à certains égards, l'ancienne exhérédation officieuse en permettant, mais comme à regret, les substitutions, art. 1048 et s. Un père qui déplore les prodigalités de son fils est autorisé à le grever de substitution au profit de ses petits enfants ; mais cette mesure n'est possible que jusqu'à concurrence de la quotité disponible : « La portion disponible laissée au père suffira pour atteindre le but proposé ; elle sera, eu égard à la fortune de chacun, assez considérable pour qu'elle puisse préserver les petits enfants de la misère à laquelle l'inconduite ou les malheurs du père les exposeraient ». La réserve doit donc toujours rester intacte ; on voit par là la différence énorme qui sépare la substitution permise et la

disposition officieuse qui réduisait le fils à un simple usufruit, ou même à des aliments. La substitution permise aux ascendants l'est également aux frères et sœurs au profit des neveux et nièces.

L'action *ab irato* eût dû, semble-t-il, disparaître avec l'exhérédation ; le Code la passe sous silence, et de plus elle aboutit à une nullité qu'une disposition expresse seule pourrait créer.

Et cependant il y a eu des hésitations dans la jurisprudence. Dès l'an XII, le tribunal d'appel de Paris constatait le silence du Code, mais l'interprétait seulement dans un sens restrictif (1) ; un arrêt de la Cour de Limoges, du 3 août 1810, admettait encore que la haine prouvée par le testament lui-même était susceptible de faire tomber le testament (2). Mais on finit par en revenir à la vérité : Lyon, 25 juin 1816, Angers, 27 août 1824 (3) : On ramenait très justement l'action *ab irato* à la nullité pour cause de folie, ou de captation ; elle disparaissait dès lors en tant qu'action directe, et depuis elle n'a plus été discutée (cassation, 9 mars 1875, S. 1875, 1, 269).

Quant à l'exhérédation indirecte, elle n'est pas plus possible pour un réservataire que l'exhérédation directe ; la donation inofficieuse est toujours

(1) D. A. 5, 2, 230.

(2) Voir Merlin, *ab irato*, n° 7.

(3) S. 5, 2, 162 et S. 7, 2, 433.

réductible jusqu'à concurrence de la réserve. L'art. 1090 prend même soin de répéter que l'institution contractuelle ne peut jamais valoir au delà du disponible.

Le legs universel ne saurait avoir plus d'effet non plus ; mais le légataire est mieux traité que dans l'ancien droit, car il est mis sur le même pied que l'héritier. Enfin, le partage d'ascendants doit lui aussi respecter la réserve.

Mais toute disposition qui ne touche pas à cette part que la loi assure aux héritiers est absolument légitime : le préciput est possible par donation comme par legs ; depuis 1898 le legs fait à un successible n'est même plus rapportable.

Nous n'avons plus à parler des exclusions des filles et des renonciations à successions futures ; la Révolution eut raison de supprimer à jamais ces restes d'un état politique et social depuis longtemps disparu.

L'exhérédation à titre de peine n'existe donc plus ; la Révolution la supprima, et les travaux préparatoires du Code démontrent la ferme intention de ses rédacteurs de ne pas la faire revivre. Il semble donc que la pratique ne devrait plus connaître les clauses d'exhérédation.

Et, cependant, elle en offre de fréquents exemples. Disons tout de suite, qu'appliquées à un à un réservataire, elles ne sauraient avoir d'effet, ou plutôt

elles ne sauraient avoir d'effet que sur le disponible. Mais lorsqu'elles visent d'autres personnes, la jurisprudence du siècle dernier en a reconnu la validité.

Il est plus juste d'appeler ces clauses des clauses d'exclusion, puisqu'il s'agit d'écarter de la succession des personnes qui n'ont sur elle aucun droit dont on ne puisse les dépouiller sans les exhérer. Elles n'ont pas besoin d'être justifiées par une cause quelconque; bien souvent sans doute ce sera une peine que le testateur infligera au successible dont il aura sujet de se plaindre; mais le motif est absolument indifférent.

On hésita longtemps à admettre la validité de ces clauses, hanté qu'on était par le souvenir de la prohibition de l'exhérédation. Mais combien différentes ne sont-elles pas de la disposition de l'ancien droit qui privait l'héritier de sa réserve et de sa légitime : il s'agit d'une personne qui n'a aucun droit à la succession. Pour l'en écarter, il suffit d'instituer un étranger à sa place.

Mais parce que le testateur, au lieu de disposer, se sera contenté d'exclure, et s'en sera rapporté à la loi pour la distribution de ses biens entre ses parents, exceptés ceux qu'il écarte, va-t-on pouvoir dire qu'il a fait là une chose illicite? Puisque la faculté de tester est admise par le code, qu'importe qu'elle s'exerce par voie de disposition ou

d'exclusion ? La loi a pris soin de désigner elle-même les héritiers qui viennent les uns à défaut des autres. Si l'héritier présomptif est exhéredé, cela équivaut à une institution implicite des héritiers du degré subséquent. « L'institution faite par la loi vient compléter et rendre efficace la volonté du testateur, parce qu'il est présumé s'en rapporter à elle, et parce que les nouveaux successeurs qui se présentent, ne trouvent pas devant eux des héritiers déjà nécessairement saisis d'une partie de la succession, et par là même saisis, en vertu d'une sorte de droit d'accroissement ou de rétention, de la succession totale (1). » Exclure, pourra-t-on dire, c'est disposer. « L'exclusion est devenue simplement un moyen pour le *de cujus* d'exprimer sa volonté souveraine, mode aussi légitime qu'une institution explicite ou implicite, comme le prouve l'art. 967 du Code civil qui autorise toute personne à disposer sous toute dénomination propre à manifester sa volonté (2) ».

On a donc été amené logiquement à admettre que celui qui exhérède un ou plusieurs de ses héritiers institue en quelque sorte ceux du degré subséquent ; il reste toujours quelque parent au

(1) S. 1864, 4, 5, 17 nov. 1863. Rapport de l'avocat-général de Raynal.

(2) M. Ambroise Colin, sous arrêt de Paris, du 13 déc. 1901. D. 1902, II, 177.

degré successible, et, en dernier lieu, il y a toujours l'état.

Il s'est présenté dans la pratique des exclusions d'un héritier déterminé (1), ou même d'une classe entière, comme la ligne paternelle ou maternelle (2). On a même maintenu l'exhérédation en face d'un legs universel caduc (3); l'héritier exclu a été écarté par les héritiers *ab intestat* du degré, suivant, ce qui est assez logique si l'on admet la clause d'exclusion lorsque personne n'est institué, et si l'on considère que le testament, chez nous, n'est plus, comme à Rome, lié à l'institution d'un héritier.

On aurait pu croire que la pratique n'offrirait jamais d'exemple de testaments par lesquels on déshériterait tout le monde, y compris l'Etat. Le cas s'est pourtant présenté deux fois (4). On pense bien que ces testaments n'ont pas été maintenus, et que gain de cause a été donné aux héritiers *ab intestat*, car, comme le dit Laurent, « il n'est jamais entré dans la pensée d'un être raisonnable de déshériter tout le monde en ne laissant ses biens à personne (5) ».

(1) Cass. 10 fév. 1869. S. 1869, 1, 453; — 15 avril 1885; — S. 1886, 1, 453.

(2) 7 juin 1832; — D. 1831; — II, 56 et 1832, 1, 278.

(3) S. 1869, 1, 163.

(4) D. 1864, 1, 5, un arrêt de la Cour de Rennes, D. 1860, II, 160, et D. 1902, II, 177.

(5) Laurent, *Principes de droit civil français*, t. XIII, p. 534.

En fait, ces clauses d'exhérédation aboutissaient à créer un patrimoine à part, hors du commerce, une sorte de bien demainmorte perpétuel et inaliénable, une véritable fondation privée. Or, on sait qu'une fondation ne saurait avoir d'existence sans une reconnaissance officielle. Le seul moyen de créer une fondation serait, pour le *de cuius* qui n'aurait pas pu faire reconnaître son établissement d'utilité publique de son vivant, de laisser tous ses biens à un légataire universel grevé d'un fidéicommis tacite, en le chargeant de faire le nécessaire pour en obtenir l'existence légale.

Telle est, brièvement exposée, cette jurisprudence curieuse qui est revenue en quelque sorte à l'exhérédation, mais combien différente de la disposition pénale de l'ancien droit : inférieure en quelque sorte à l'ancienne, puisqu'il y a des personnes, les légitimaires, qui ne peuvent être dépouillées d'une certaine quotité de biens, par la seule volonté du *de cuius*, quels que soient leurs torts ; supérieure à l'ancienne par d'autres côtés, puisqu'on n'exige jamais l'expression et la preuve d'une juste cause, et qu'elle ne peut plus être anéantie par l'action *ab irato* (1).

(1) Voir l'examen détaillé de cette jurisprudence dans Lambert « l'Exhérédation », et Adam, « l'Exhérédation en droit civil français », *Thèse*, Nancy, 1902.

CHAPITRE VI

FAUT-IL RÉTABLIR L'EXHÉRÉDATION PÉNALE ? L'EXHÉRÉDATION EN DROIT COMPARÉ

Bien des gens, aujourd'hui, frappés de l'affaiblissement de l'autorité paternelle, en sont à regretter l'ancienne exhérédation ; et c'est une question célèbre entre les économistes de savoir si l'on ne pourrait pas arrêter la désorganisation de la famille, livrée de toutes parts à des attaques si violentes qui ne tendent à rien moins qu'à la faire disparaître, par la modification de nos lois successorales, en élargissant la faculté de tester, et en rétablissant l'exhérédation pour causes déterminées (1).

Nous n'entrerons pas dans le détail des contro-

(1) Voir le rapport de M. Glasson à la Société d'Economie sociale (Le Play), *Réforme sociale*, 1839, p. 219. Dans le même sens, Brocher, *op. cit.*, p. 392 et suiv. En sens contraire, Huc, sur Cod. civ. italien, t. I, p. 102 et suiv.

verses philosophiques qui ont été agitées au siècle dernier sur le droit de tester, ce qui nous entraînerait loin de notre sujet. Considérons les choses telles qu'elles sont ; admettons le principe d'une réserve pour certains héritiers, et voyons si le rétablissement de la peine qui permettrait au père d'enlever cette réserve aboutirait vraiment au résultat cherché.

La perspective d'une telle sanction n'empêchait pas dans notre ancien droit les querelles de famille, nous l'avons déjà vu ; il faut dire que l'action *ab irato* contribuait beaucoup à maintenir cet état de choses.

Aujourd'hui suffirait-elle à maintenir les enfants dans le devoir ? Nous n'en sommes pas absolument persuadés, à en juger par certaines théories malheureusement trop courantes qui ne parlent aux enfants que de leurs droits sans leur signaler aussi leurs devoirs ; l'isolement de plus en plus accentué de l'individu ; son détachement du foyer familial favorisé par les nécessités de l'industrie moderne, beaucoup aussi par l'affaiblissement des idées morales et religieuses, ne seraient pas enrayés sans doute par le rétablissement de l'exhérédation.

L'autorité paternelle n'est, à vrai dire, que ce que les parents la font eux-mêmes (1) ; il est en-

(1) Buffnoir, *Journal des Economistes*, 1890, t. II, p. 287 : « Si malgré l'autorité qui lui a été confiée pour l'éducation de l'enfant,

core fort heureusement bon nombre de familles où les saines traditions de respect envers les parents sont jalousement conservées.

Il ne faudrait pas que le remède proposé se retournât contre les enfants eux-mêmes, et permît au père, poussé par une passion aveugle, notamment à la suite d'un second mariage, d'enlever ses biens aux continuateurs naturels de sa famille. Le plus souvent, ce ne serait pas le père qui prendrait l'initiative du châtiment ; ce serait la suggestion d'un frère jaloux, d'une belle-mère intrigante.

Et d'ailleurs la faute n'est pas toujours seulement du côté des enfants : « Ne dirait-on pas vraiment que nous vivons dans un siècle où les pères de famille donnent l'exemple de toutes les vertus, et où les enfants sont des monstres qu'il faut mettre hors la loi civile (1) ? » La lecture des journaux suffirait à nous prouver le contraire en nous montrant les crimes trop nombreux commis par les parents contre leurs propres enfants.

Enfin, le rétablissement de l'exhérédation ferait réapparaître ces procès sans nombre qui furent la

le père n'est pas parvenu à lui imprimer une bonne direction, il est à craindre que le reproche n'en retombe que sur lui-même, et si l'enfant emporté par une mauvaise nature a résisté à tous les efforts tentés pour le redresser, est-il à supposer qu'il s'arrêtera devant une menace d'exhérédation ? »

(1) Huc, *op. cit.* p. 102.

cause principale de sa suppression. Sans doute on éviterait le plus possible l'arbitraire en n'admettant que des causes légales, nettement déterminées. Mais cela ne suffirait pas à arrêter les plaideurs mécontents, et nous verrions renaître les scandales honteux flétris par les rédacteurs du Code.

Il est vrai que si l'on jette un coup d'œil sur les législations des pays qui nous entourent, on est frappé de les voir, tant les anciennes que les plus récentes, maintenir l'exhérédation à côté de l'indignité.

C'est d'abord le Code autrichien de 1811, art. 768 et s. qui détermine quelques causes légales, en même temps qu'il élargit un peu les causes d'indignité, art. 540 et s. (1).

Le Code italien n'a pas cru devoir entrer dans cette voie, et maintient la solution de son modèle, le Code français (2).

Mais le Code portugais de 1864 permet d'enlever la réserve à ceux qui y ont droit pour des causes graves qui doivent être énoncées et prouvées : refus d'aliments, crimes contre la personne des enfants, accusations pouvant entraîner certaines peines, etc. (3). Mais cependant, mu par un louable

(1) Code civil autrichien, Collection des lois des Etats modernes.

(2) Huc, *op. cit.*

(3) Code civ. portugais, trad. Laneyrie et Dubois.

élan d'humanité, il ne permet pas que l'exhérédé soit réduit à la misère, et il oblige celui qui profite de l'exhérédation de fournir à l'exclu des aliments, lorsque ce dernier n'a pas d'autres moyens d'existence : art. 1875 à 1884.

C'est encore le Code espagnol de 1889 qui, tout en élargissant la faculté de tester, et en indiquant des causes plus nombreuses d'indignité, mentionne aussi, art. 848 et s., l'exhérédation pour causes déterminées (1).

Plus récemment encore, le Code civil allemand, œuvre moderne, pour l'établissement de laquelle ont été agitées toutes les graves questions qui préoccupent à juste titre les esprits contemporains, reproduit, à peu de choses près, la théorie de notre ancien droit : art. 2333 et s. (2). Le réservataire, descendant, ascendant ou conjoint, est privé de la part qui lui est assignée pour des causes assez vaguement déterminées, laissant par suite une assez grande liberté au juge ; l'exhérédation *bona mente* est conservée elle aussi, et le père peut réduire son fils prodigue au *revenu net annuel de sa réserve*.

Enfin le projet du Code fédéral suisse reproduit à peu de choses près les solutions allemandes (3).

(1) Code civ. espagnol, trad. Levé.

(2) Codo civ. allemand, trad. Meulenaere.

(3) Projet de Code civil suisse, exposé des motifs, Berne, 1901.

Tous ces exemples sont d'un grand poids, et les avantages de l'exhérédation paraissent, à bien des gens, supérieurs aux inconvénients.

On propose encore un autre remède à l'affermissement de la puissance paternelle ; ce serait d'accorder un disponible beaucoup plus fort, en permettant ainsi, sans détruire complètement la vocation successorale du coupable, d'amoindrir la part que la nature lui destine. On invoque ici encore l'exemple du Code espagnol qui a augmenté le disponible tout en permettant l'exhérédation totale (1).

Mais, dans l'état actuel des choses, le disponible n'est-il donc pas suffisant. Le père ne peut-il pas déjà manifester son mécontentement en avantageant un fils plus digne d'intérêt, plus respectueux de l'autorité paternelle, ou en instituant un étranger ? Voyons, par exemple, le cas où il n'y a qu'un seul enfant : La perte de la moitié de la succession paternelle n'est-elle pas un châtiment appréciable ?

Et ne voyons-nous pas tous les jours dans une famille des inégalités introduites sans motif aucun, comme si un père ne devait pas avoir la même affection pour tous ses enfants, du moins s'ils la méritent. Pourquoi alors favoriser encore plus

(1) Glasson, *op. cit.*, p. 219.

ces préférences injustifiables, et ne pas s'en tenir à la sage modération du Code ?

Mais n'y aurait-il pas d'autre moyen d'arriver au résultat cherché, puisqu'on est à peu près d'accord pour ne pas vouloir le maintien du *statu quo* (1). Il est curieux de constater que les Codes étrangers, remarquant l'insuffisance de nos causes d'indignité, les ont plus ou moins largement étendues. Les cas reconnus par notre Code sont par trop graves, et leur application beaucoup trop rare, ce dont on ne peut, évidemment, que se féliciter. Il serait donc à souhaiter que la loi élargît de beaucoup le cercle des indignes, et prononçât plus facilement la peine que l'on croit dangereux de laisser entre les mains du père. « Nous n'ignorons pas, dit Brocher (2), tout ce que l'on peut dire en sens contraire, en s'appuyant tant sur l'avantage de ne pas imposer au père le devoir de se livrer à des actes de sévérité, que sur la possibilité d'arriver aux mêmes résultats, peut-être même d'une manière plus sûre, par une bonne énumération des causes d'indignité, sauf à laisser dans certains cas au père le droit de faire grâce, ce qui paraît plus conforme à la position qui lui est faite par la nature. »

(1) En sens contraire, Boissonade, *op. cit.* p. 555.

(2) Brocher, *Légitime et Réserves*, p. 393.

Il répugne un peu à nos idées actuelles de voir le père s'ériger en législateur domestique et porter contre son fils une sentence inattaquable, car il ne viendrait certainement à l'idée de personne de rétablir l'ancienne action *ab irato*. On accepterait plus facilement une loi qui transformerait en cas d'indignité légale bon nombre des causes qui motivaient l'ancienne exhérédation. Le juge seul serait à même d'appliquer cette peine dont le père, sous le coup de la colère ou de suggestions intéressées, serait souvent tenté de faire abus.

Une énumération sérieuse, et nécessairement limitative, écarterait l'arbitraire que l'on doit proscrire en cette matière : les mauvais traitements qui sont susceptibles de tomber sous la loi pénale, le refus d'aliments, l'atteinte à l'honneur entre parents et enfants, une accusation en justice jugée calomnieuse, par exemple, le tout déterminé d'une façon précise, pourraient, nous semble-t-il, être prévus par la loi.

Quant à l'initiative de l'action en déclaration d'indignité, nous ne voyons guère de possibilité de la laisser à d'autres qu'aux intéressés eux-mêmes ; mais nous reconnaissons qu'il y a là un danger que l'on a voulu précisément éviter en supprimant l'exhérédation : les procès scandaleux entre parents, dans lesquels on étalait au grand jour toutes les turpitudes de la vie privée des par-

ticuliers que l'on eut bien mieux fait de laisser dans l'ombre, sans compter les querelles et les haines de famille qui ne pouvaient manquer d'en résulter.

Peut-être éviterait-on dans bien des cas ces abus en admettant dans certaines hypothèses l'indignité comme peine accessoire de certaines condamnations.

Pourrait-on trouver mauvais, par exemple, que le tribunal prononçât l'indignité accessoirement à une condamnation pour mauvais traitements, ou pour refus d'aliments envers les parents? Il n'y aurait rien là de plus extraordinaire qu'à voir déclarer l'interdiction légale ou la dégradation civique à la suite d'une peine criminelle. Peut-être alors les enfants, connaissant d'avance le sort qui leur est réservé, y regarderaient-ils à deux fois avant de se porter envers les parents à certaines extrémités qu'un peuple civilisé et soucieux à juste titre du respect de la morale devrait totalement ignorer.

Nous verrions, croyons-nous, tout avantage à donner au père le pouvoir de pardonner le coupable, pouvoir qui est, comme le dit Brocher, tout à fait conforme à la situation que lui fait la nature. Ne pouvant faire revivre les interminables controverses de notre ancien droit sur les preuves de la réconciliation, nous exigerions une déclaration

solennelle de dernière volonté, un testament qui interdirait au juge de prononcer les sanctions de la loi. Tout se passerait alors comme dans une succession normale.

Telle est, à nos yeux, la réforme à souhaiter sur cette question très grave de l'exhérédation à titre de peine qui a disparu de nos lois et ne devrait pas y être réintégrée.

Vu : le Président de la thèse,
Ch. LEFEBVRE.

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- Adam. — L'Exhérédation en droit civil français, *Thèse*, Nancy, 1902.
- Amant. — L'indignité en matière de succession, *Thèse*, Paris, 1901.
- Anne Robert. — Les livres des arrêts et choses jugées par la cour, traduction, Paris, 1627.
- Auffroy. — Evolution du testament en France, des origines au XIII^e siècle, *Thèse*, Paris, 1899.
- Beaumanoir. — Coutumes de Beauvoisis, édit. Salmon, Paris, 1900.
- Bernard. — Histoire de l'autorité paternelle, Paris, 1863.
- Beugnot. — Recueil des Historiens des Croisades, Lois, Paris, 1841-1843.
- Les « Olim », Paris, 1848.
- Boissonade. — Histoire de la réserve héréditaire, Paris, 1873.
- Boucheul. — Traité des conventions de succéder, Poitiers, 1727.
- Bourdot de Richebourg. — Coutumier général, Paris, 1724.
- Bouteillier. — Somme rurale, éd. Charondas le Caron, Lyon, 1621.
- Brachylogus. — Edit. Bocking, Berlin, 1829.
- Brocher. — Légitime et Réserves, Paris, 1868.
- Bruel. — Cartulaire de l'abbaye de Cluny, 1876-1894.
- Caillemer. — Douaire des Enfants, *Annales de l'Université de Lyon*, 1903, 2^e série, n^o 13.
- Chabrun. — Essai sur la querela, *Thèse*, Paris, 1906.
- Chopin. — Coutume d'Anjou, Paris, 1662.
- Code civil allemand. — Trad. Meulenære, Paris, 1897.
- autrichien. — Collection des lois des états modernes, Paris, 1826.

- espagnol. — Trad. Levé, Paris, 1890.
— italien. — Trad. Orsier, Paris, 1868.
— portugais. — Traduction Laneyrie et Dubois, Paris, 1896.
— suisse (projet de). — Berne, 1901.
Cuq. — Institutions juridiques des Romains, 2^e éd. Paris, 1902.
Dalloz. — Jurisprudence générale.
Denisart. — Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence, Paris, 1771.
Domat. — Lois civiles dans leur ordre naturel, Paris, 1777.
Duplessis. — Œuvres, Paris, 1728.
Economistes (Journal des), Bufnoir, 1890.
Exceptiones Petri, Ed. de Savigny, Histoire du droit romain au Moyen Age, trad. Guenoux, 1839.
Ferrière (de). — Dictionnaire de droit et de pratique, Toulouse, 1779.
Fontaines (Pierre des). — Conseil à un ami, édit. Marnier, Paris, 1846.
Fresne (du). — *Journal des Audiences*, Paris, 1757.
Furgole. — Traité des Testaments, Paris, 1779.
Girard. — Manuel élémentaire de droit romain, 3^e éd. Paris, 1901.
Giraud. — Essai sur l'histoire du droit français au Moyen Age, Paris, 1844.
Glasson. — Histoire du droit et des Institutions de la France, Paris, 1887-1896.
Glanville. — *Tractatus de Legibus Angliæ*, Londres, 1780.
Grégoire de Tours. — Histoire de France, éd. Collon, 1893.
Hœnel. — *Lex Romana Wisigothorum*, Leipzig, 1849.
Huc. — Le Code civil italien et le Code Napoléon, Paris, 1868.
Isambert. — Recueil général des anciennes lois françaises, Paris, 1833.
Jarriand. — Histoire de la Nouvelle 118 dans les pays de droit écrit, *Thèse*, Paris, 1889.
Laboulaye et Dareste. — Grand Coutumier de France, Paris, 1858.
Lambert (E.). — L'Exhérédation et les Legs faits aux héritiers présomptifs, Paris, 1895.
Lambert. — Principes de droit civil français, Bruxelles, 1898.
Laurière (E. de). — Traité des Institutions et Substitutions contractuelles, Paris, 1715.

- Le Brun. — *Traité des Successions*, Paris, 1775.
- Locré. — *Procès-verbaux du Conseil d'Etat*, Paris, 1804.
- Masuer. — *Practica forensis*, Francfort, 1821.
- Maury. — *Histoire de l'Institution contractuelle, Thèse*, Caen, 1902.
- Mayntz. — *Cours de droit romain*, 5^e Edit. Bruxelles, Paris, 1891.
- Merlin. — *Répertoire de Jurisprudence et questions de droit*, Bruxelles, 1828.
- Moulin (du). — *Omnia quæ extant opera*, Paris, 1681.
- Mirabeau. — *Mémoires*, Paris, 1835.
- Monumenta germaniæ historica*, Hanovre, 1833-1904.
- *Capitularia*, Boretius et Krause, in-4°, Legum, section 2.
- — — Pertz, in folio Legum, t. I.
- *Concilia Œvi Merovingici*, Maassen, Leg. sect. 3.
- *Formulæ*, Zeumer.
- *Leges Alamanorum*, Lehamann, in-4°, Leges, I, V.
- — *Burgundiorum*, De Salis, in-4°, Leges II.
- — *Langobardorum*, In folio Legum, t. IV.
- *Lex Wisigothorum*, Zeumer.
- Lex Salica*, Pardessus, Paris, 1843.
- Planiol. — *Traité élémentaire de droit civil*.
- Pocquet de Livonnière. — *Règles de droit français*, Paris, 1768.
- Pothier. — *Traité des Successions*, Paris, 1770.
- *Traité du Douaire*, Paris, 1777.
- Rapetti. — *Jostice et Plet*, Paris, 1850.
- Renusson (de). — *Œuvres*, Paris, 1780.
- Réforme Sociale (la), tome VII, année 1889, rapport de M. Glasson.
- Ricard. — *Traité des donations entre vifs et successions*, Riom, 1783.
- Rouvière (de la). — *Traité du droit de retour, dot, institutions contractuelles*, Paris, 1737.
- Sirey. — *Recueil général des Lois et des Arrêts*.
- Tardiff. — *Coutumes de Toulouse*, Paris, 1884.
- Viatte. — *De l'exhérédiation et des restrictions au droit d'exhé-réder en droit romain, Thèse*, Nancy, 1897.
- Viолlet. — *Histoire du droit civil français*, 3^e éd. Paris, 1905.
- Waissette (dom). — *Histoire du Languedoc*, éd. Dulaurier, Toulouse, 1872-1892.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

CHAPITRE PREMIER

L'EXHÉRÉDATION-PEINE A ROME

Restrictions au droit d'exhérer, la *querela inofficiosi testamenti*, p. 9. — La *querela inofficiosæ donationis, dotis*, p. 10. — L'exhérédation *bona mente*, p. 10. — L'indignité à Rome, p. 11.

CHAPITRE II

L'EXHÉRÉDATION DU V^e AU XIII^e SIÈCLE

Les Germains ne connaissent pas l'exhérédation, p. 14. — La loi des Wisigoths, p. 16. — Les *leges Romanæ*, le Bréviaire d'Alaric, p. 18. — Maintien du testament et de l'exhérédation au Midi, p. 20. — Formation de coutumes méridionales élargissant la faculté d'exhérer, leur disparition, p. 21. — L'exhérédation indirecte chez les Germains, p. 24. — L'affatomie, le *thinx*, la donation ; absence de limites à la liberté de donner, p. 25. — Les donations *pro remedio animæ*, p. 27. — Leur abus, la *stipulatio subnixæ*, la *laudatio* des proches, p. 29. — Réapparition du testament, la réserve des $\frac{4}{5}$ des propres, p. 31. — Impossibilité chez les Germains d'avantager un successible par préciput, p. 33. — Le testament au Midi sert au contraire à créer des inégalités entre successibles, p. 36. — Exclusion au Midi, des filles dotées, p. 37. — L'indignité chez les Germains, p. 38. — La félonie, p. 40.

CHAPITRE III

L'EXHÉRÉDATION DU XIII^e AU XVI^e SIÈCLE

Premières traces, les Assises de Jérusalem, p. 45. — Des Fontaines, Beaumanoir, p. 46. — L'exhérédation ne fait pas encore perdre la réserve des $\frac{4}{5}$, p. 48. — Bouteillier connaît l'exhérédation romaine, p. 50. — L'exhérédation en pays de droit écrit, le *Brachylogus*, les *Petri Exceptiones*, p. 52. — L'institution en « cinq sols », p. 53. — Exhérédation indirecte. En général la donation n'est pas soumise à la réserve, mais elle est soumise à la légitime, p. 55. — La légitime ne protège que les descendants, p. 56. — La donation inofficiuse en pays de droit écrit, p. 57. — Le douaire des enfants, p. 58. — La donation *mortis causa*, p. 59. — L'institution contractuelle est soumise à la légitime, p. 60. — Le préciput, en général, est interdit, p. 62. — Le partage d'ascendants doit respecter l'égalité entre enfants, p. 64. — Renonciations à succession future, sorte d'exhérédation volontaire, p. 65. — Exclusions des personnes entrant en religion, p. 66. — L'indignité après la renaissance du droit romain, p. 67. — La félonie, p. 68.

CHAPITRE IV

L'EXHÉRÉDATION DANS LES COUTUMES RÉDIGÉES ET LE DROIT COMMUN COUTUMIER

Causes d'exhérédation, p. 72. — Ordonnance de 1556 permettant d'exhérer les enfants qui se marient sans consentement des parents, p. 73. — Exhérédation des ascendants, p. 74. — Des collatéraux, p. 75. — De l'héritier contractuel, p. 76. — Nécessité d'exprimer la cause, p. 78. — L'exhérédation *cum elogio*, p. 79. — Nécessité du testament ou d'un acte notarié, p. 80. — Effets de l'exhérédation, p. 82. — Les petits enfants ne viennent pas à la succession du chef de l'exhéré, la légitime de faveur, p. 86. — Rappel de l'exhéré, la réconciliation, p. 88. — L'action *ab irato*, p. 89. — La disposition officieuse, p. 91. — Exhérédation indirecte. La donation, l'institution contrac-

tuelle, p. 94. — Le préciput, l'exclusion des filles dotées. Renonciations à successions futures, p. 95. — L'indignité, p. 96. — Le pardon de l'indigne, p. 99. — La félonie, p. 99.

CHAPITRE V

L'EXHÉRÉDATION DANS LE DROIT MODERNE, SUPPRESSION DE L'EXHÉRÉDATION PAR LA RÉVOLUTION

Le Code civil ne rétablit que l'indignité, p. 107. — Les substitutions permises, p. 109. — L'action *ab irato* et la jurisprudence du XIX^e siècle, p. 110. — Clauses d'exclusion d'héritiers non réservataires, p. 112.

CHAPITRE VI

FAUT-IL RÉTABLIR L'EXHÉRÉDATION A TITRE DE PEINE

Besoin de raffermir l'autorité paternelle. L'exhérédation dans les législations étrangères, p. 119. — Danger de l'exhérédation pour les enfants. L'augmentation du disponible, p. 121. — Il vaudrait mieux élargir les cas d'application de l'indignité, et permettre le pardon du coupable, p. 122 et suiv.

